

ANP

Le Président Tebboune nomme le Général-major Athamnia Commandant des forces terrestres et le Général-major Henbli commandant de la 5^e RM

P. 24

CORONAVIRUS-PRÉVENTION

M. Tebboune appelle les services de la Sûreté à davantage de vigilance et de coordination

P. 24

MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT **Djerrad en appelle à la mobilisation de tous pour une sortie de crise**

Le gouvernement s'emploie à la mise en œuvre de son plan d'action et veille à faire avancer les différentes réformes destinées à consolider la cohésion sociale, améliorer la gouvernance et relancer l'économie, conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, dans un entretien avec l'APS. Devant la crise que connaît le pays, et la situation difficile dont il a héritée, le Premier ministre a également saisi cette occasion pour lancer un appel à tous, estimant qu'il serait « plus sage d'atténuer la tendance revendicative et l'occupation excessive de la voie publique, qui ne fait qu'aggraver davantage la situation actuelle sans apporter de solutions concrètes aux différents problèmes auxquels font face les citoyens et citoyennes »

P. 3

DK News



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le CNES opte pour l'"apaisement" en réponse à l'appel du Premier ministre

P. 4

AFFAIRES RELIGIEUSES :

"La porte du dialogue ouverte à tous les imams"

P. 4

PROTECTION DU CONSOMMATEUR
Rezig souligne le rôle important des associations de protection du consommateur dans les actions de sensibilisation

P. 6

SANTÉ

SURVEILLANCE DU CŒUR

Quels examens clés et pour qui ?

P.p 12-13

FOOTBALL

FINANCEMENT DES CLUBS PROFESSIONNELS

Réactivation d'un Compte spécial d'affectation (FAF)

P. 21



DEEPPAKES

Une vidéo tronquée de Biden partagée par Trump

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LE BANDITISME

Destruction de 3 bombes artisanales et arrestation de 25 individus

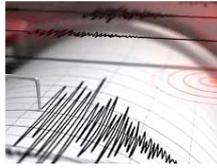
P. 24

ALGÉRIE-SÉISME

Secousse tellurique de 3,3 degrés dans la wilaya de M'sila (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude 3,3 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée hier à 0h33 (heure locale) dans la wilaya de M'sila, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 8 km au sud-est de Magra dans la même wilaya, a précisé la même source.



SOUFISME

"La poésie soufie entre dâawa et histoire", thème d'une journée d'étude samedi prochain à Mostaganem



"La poésie soufie entre la Dâawa et l'histoire: la poésie de Sidi Mohamed Charef Bentikouk (1804/1890) comme modèle" est le thème générique d'une journée d'étude, prévue ce samedi à Mostaganem, a-t-on appris des organisateurs.

La rencontre, prévue à la maison de la culture "Ould Abderrahmane Kaki", réunira des chercheurs des universités de Mostaganem et d'Oran, ainsi que des experts du Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran. "Cette journée d'étude vise à braquer la lumière sur le patrimoine soufi, notamment dans son volet poétique, afin de le valoriser en tant que document historique pouvant aider à comprendre plusieurs périodes de l'histoire du pays", a-t-on expliqué à l'association "Cheikh Mohamed Benali Senoussi de promotion du patrimoine soufi". Plusieurs conférences ont été retenues par les organisateurs dont celles intitulées "l'utilisation des versets du Coran dans la poésie soufie", "Cheikh Bentikouk, un parcours de 60 ans de résistance", "Etude de style et de sémantique des poésies du cheikh Bentikouk", entre autres.

De même sour ce, on signale que "la poésie soufie revêt une importance chez les membres des confréries soufies en étant déclamée et psalmodiée en groupes lors des occasions religieuses".

SECOURISME

La Protection civile organise des ateliers sur les secours médicalisés

Des ateliers sur les secours médicalisés au profit des médecins chefs de la Protection civile ont eu lieu lundi et hier à Alger, a indiqué la Direction générale de la Protection civile dans un communiqué.

Ces rencontres qui se tiennent au niveau de la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, en coordination avec les services de la santé, concernent les médecins chefs de la Protection civile des 48 wilayas et représentent une opportunité pour "assurer une coordination efficace pour faire face aux défis sanitaires", note la même source. L'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19) sera abordée lors de ces ateliers, à travers notamment des communications traitant de la situation épidémiologique dans le monde et du dispositif national de riposte mis en place, selon le communiqué qui souligne que les moyens de veille et de protection seront évoqués lors des débats.



JUSTICE

Procès au tribunal criminel de Ouargla : 20 ans de prison pour trafic de drogue

Une peine de 20 années de prison ferme, assortie d'une amende d'un (1) million DA, a été prononcée lundi par le tribunal criminel d'Ouargla à l'encontre de M. M., pour "détention et transport de drogue à une fin de commercialisation, dans le cadre d'une bande criminelle organisée".

L'affaire remonte au 6 octobre 2017, lorsque les éléments de la gendarmerie nationale ont intercepté dans la région de Still (El-Meghaier) le dénommé T.Ch.A (déjà condamné pour cette affaire à la même peine), à bord d'un véhicule dont la fouille a donné lieu à la découverte d'une quantité de 25 kilogrammes de kif traité soigneusement dissimulé.

Les investigations ont démontré que T.Ch.A avait acheminé la drogue d'Oran, après avoir emprunté, moyennant une somme de 12.000 DA, le véhicule de M.M dont les relevés téléphoniques ont laissé apparaître des appels le même jour avec deux autres personnes (F.Ch.A et A.D) impliqués dans cette affaire et eux aussi déjà condamnés par la justice.

Le représentant du ministère public a requis à l'encontre de M. M., la peine d'emprisonnement à perpétuité.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

M'sila : placement sous contrôle judiciaire du P/APC de Boussaâda, son prédécesseur et un employé de la commune

Le juge d'instruction près le tribunal de M'sila a ordonné lundi le placement sous contrôle judiciaire du président en exercice de l'Assemblée populaire communales (P/APC) de Boussaâda, son prédécesseur, ainsi qu'un employé chargé de la gestion du parc communal pour des faits liés à la corruption, a-t-on appris hier de source judiciaire. Ces individus sont inculpés de plusieurs chefs d'accusation, dont «abus de pouvoir», «dilapidation de deniers publics» et «trafic d'influence», a-t-on indiqué, ajoutant que 10 autres personnes en lien avec ces affaires de corruption ont été libérées. 13 personnes, entre témoins et accusés, ont été entendues par le juge d'instruction près le tribunal de M'sila dans le cadre de ces affaires, au cours d'une audience de plusieurs heures, a relevé la même source. 28 présidents d'Assemblées populaires communales de la wilaya de M'sila sont poursuivis en justice dans des affaires liées à la corruption, a-t-on rappelé.

Mila: 3 ans de prison ferme à l'encontre du président de l'APC de Tassala Lemetaï

Le tribunal de Ferdjioûa (Mila) a condamné le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Tassala Lemetaï, à trois (3) ans de prison ferme pour «incitation à la présentation de fausse déclaration» et «abus de fonction».

L'élu du parti du Front de libération nationale (FLN), qui est à son troisième mandat à la tête de cette collectivité devra également verser une amende de 200.000 DA et une indemnisation de 1 million de dinars pour la partie plaignante.

La victime dans cette affaire, un citoyen de la commune Tassala Lemetaï avait déposé une plainte auprès du tribunal de Mila, contre l'édile pour «incitation et abus de fonction», suite à laquelle une enquête a été ouverte par la brigade d'investigation de la Gendarmerie nationale donnant lieu à l'arrestation du président de cette APC, placé sous mandat de dépôt puis libéré avant le procès, a-t-on rappelé.

SOUK AHRAS

Fin de fonctions du président de la commission d'économie, des finances et d'investissement de l'APC de Khedara



Les services de la wilaya de Souk Ahras ont indiqué hier que le chef de l'exécutif local, Lounes Bouzekza a mis fin aux fonctions du président de la commission d'économie, des finances et d'investissement de l'Assemblée populaire de la commune de Khedara.

La décision de mettre fin aux fonctions du président de la commission d'économie, des finances et d'investissement de l'APC de Khedara, un élu qui a également eu à occuper la fonction de P/APC lors du précédent mandat, intervient suite aux poursuites judiciaires dont ce dernier fait l'objet en raison de son implication présumée dans une affaire de "falsification de documents et d'octroi d'indus privilégiés lors de la passation de marchés publics", a relevé la chargée de communication de la wilaya, Inal Laib.

Elle a également expliqué que cette décision s'appuie sur l'article 43 du code des collectivités territoriales.

L'article en question stipule que "L'élu faisant l'objet de poursuites judiciaires pour crime ou délit en rapport avec les deniers publics ou pour atteinte à l'honneur ou ayant fait l'objet de mesures judiciaires ne lui permettant pas de poursuivre valablement l'exercice de son mandat électif, est suspendu par arrêté du wali, jusqu'à l'intervention de la décision définitive de la juridiction compétente.

En cas de jugement définitif l'innocentant, l'élu reprend automatiquement et immédiatement l'exercice de son activité électorale".

Souk Ahras : arrestation d'un fonctionnaire du Trésor pour détournement de deniers publics

Les éléments de la brigade économique du service de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Souk Ahras ont procédé à l'arrestation d'un fonctionnaire au trésor de wilaya, âgé de 60 ans pour détournement de deniers publics, apprend-on hier du chargé de communication de ce corps de sécurité.

L'arrestation est intervenue suite à une plainte du directeur du trésor après la découverte d'un trou financier de 13 millions DA lors du contrôle hebdomadaire de caisse, a précisé le commissaire de police, Mohamed Karim Merdaci. L'argent a été retiré sur plusieurs périodes avec fausse écriture sur les registres pour dissimuler le trou financier, a indiqué la même source qui a ajouté que le suspect qui a été interpellé et confronté aux faits, a reconnu son crime.

Présenté à la justice pour "détournement de deniers publics par un fonctionnaire public à qui ils ont été confiés dans le cadre de sa fonction" et "tromperie et abus de fonction", le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt.

KHENCHELA

Le directeur des Equipements publics suspendu à titre conservatoire

Un arrêté de suspension conservatoire du directeur des équipements publics de la wilaya de Khenchela a été établi par le chef de l'exécutif local, ont indiqué hier les services de la wilaya. La même source a expliqué que le responsable concerné par la suspension conservatoire de ses fonctions fait actuellement l'objet d'une enquête pour "violation du code des marchés publics" du temps où il occupait la fonction de sous-directeur des équipements publics à Boussaâda, dans la wilaya de M'sila.

Les services de la wilaya ont également indiqué que M. Hicham Arouf a été chargé d'assurer l'intérim à la tête de la direction locale des équipements publics.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

M.Djerad : nous sommes en phase de mise en œuvre

Le gouvernement s'emploie à la mise en œuvre de son plan d'action et veille à faire avancer les différentes réformes destinées à consolider la cohésion sociale, améliorer la gouvernance et relancer l'économie, conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

"Deux mois après la nomination du gouvernement, le cap est fixé, la feuille de route tracée et l'action a été engagée pour la construction de l'Algérie nouvelle, conformément aux engagements de Monsieur le Président de la République et de ses orientations, énoncées lors des différents conseils des ministres", a souligné M. Djerad, dans un entretien à l'APS, en marge de la cérémonie d'installation du nouveau président du Conseil national économique et social (CNES), Reda Tir.

"C'est ainsi que l'ensemble des départements ministériels ont finalisé l'élaboration de leurs plans d'actions sectoriels déclinés en mesures et actions", a-t-il relevé, soulignant que les différents ministères "s'attendent d'ores et déjà à les mettre en œuvre selon un échéancier d'exécution précis".

Ainsi, en matière de gouvernance, il s'agit de la "mise en place de mécanismes de concertation, à l'instar du CNES et du Haut Conseil de la Jeunesse, dans le cadre de la nouvelle démarche du gouvernement qui privilégie le dialogue et la concertation autour des politiques publiques", a expliqué le Premier ministre.

"Outre l'entame de la révision des textes en relation avec la lutte contre la corruption ainsi que la prohibition de l'immixtion de l'argent dans le champ politique, et dans le cadre du renforcement des mesures visant à préserver les deniers publics, il a été décidé la création d'une inspection générale au niveau des services du Premier ministre, qui vient renforcer le dispositif de suivi, de contrôle et d'évaluation des programmes et politiques publiques", a-t-il fait savoir.

Dispositif spécial pour coordonner la lutte contre la bureaucratie

A une question relative à la lutte contre la bureaucratie, M. Djerad a affirmé que le gouvernement a déjà entamé un chantier pour lutter contre ce fléau "qui constitue un obstacle à toute modernisation et progrès qui favorise les passe-droits, la corruption et l'opacité, à travers notamment le développement de la numérisation dans l'administration publique", ajoutant qu'"un dispositif spécial a été mis en place au niveau de la Primature afin de coordonner la mise en œuvre de la feuille de route du gouvernement dans ce domaine".

Le gouvernement a aussi préparé et adopté un avant-projet de loi sur la prévention et la lutte contre la discrimination et le discours de la haine, a-t-il tenu à rappeler.

En matière de développement, le Premier ministre a précisé que "les plans d'actions sectoriels ont été élaborés sur la base des priorités arrêtées par le Président de la République, notamment pour la prise en charge des besoins et des préoccupations légitimes des populations habitant les zones d'ombre, en vue de réduire les inégalités de développement à travers le territoire national, tel qu'il ressort de la cartographie de ces zones, effectuée par le gouvernement".

Sur la base de cette cartographie, "un plan d'urgence est en cours d'élaboration et sera incessamment lancé pour le désenclavement des zones isolées et l'assistance à la population vulnérable ainsi que le règlement des problèmes urgents de développement au niveau de ces régions, conformément aux directives du Président de la République", a-t-il indiqué.

S'agissant du programme en cours de réalisation des logements publics, notamment le programme location-vente, le gouvernement, a-t-il dit, "a examiné et levé les contraintes rencontrées dans la réalisation de ce programme, notamment celles liées au foncier et au financement et envisage la distribution de 450.000 logements et aides d'ici fin 2020, dont 70.000 unités, tous segments confondus, seront distribués durant le mois de mars 2020".

Interrogé, d'autre part, sur les finances publiques, M. Djerad a mis en avant le lancement par le gouvernement de "plusieurs chantiers en relation avec la réforme de notre système fiscal, bancaire et douanier", ajoutant que le gouvernement "est en train de préparer la loi de finances complémentaire pour 2020 afin de dégager les financements nécessaires aux actions urgentes et prioritaires".

Le PLFC 2020 prévoit l'annulation des mesures discriminatoires contenues dans la LF 2020".

Il a indiqué, en outre, que "face aux incertitudes qui pèsent sur les perspectives économiques dans le monde en raison de l'épidémie du Coronavirus et de la baisse des prix du pé-

trole, le gouvernement s'attèle à gérer, d'une manière prudentielle et rationnelle, les finances du pays avec, comme priorité, le maintien de l'engagement de l'Etat dans le financement du développement".

"Cette vision constitue le cadre de référence opérationnel de la mise en œuvre par le gouvernement de son plan d'action pour faire face à la baisse des prix du pétrole, à travers la réduction du gaspillage et des ressources, la rationalisation des dépenses de fonctionnement et d'équipement et la promotion, de manière soutenue, d'une économie diversifiée, développant davantage l'économie réelle et son moteur l'entreprise nationale, créatrice de richesse", a souligné le Premier ministre.

S'agissant du volet économique, le gouvernement "compte introduire, dans le projet de la loi des finances complémentaire 2020, des mesures fiscales incitatives au profit des entreprises ainsi que les mesures légales de base nécessaires à l'assainissement et à l'amélioration du climat des affaires et à la relance de l'investissement".

Dans le même cadre, le gouvernement "a arrêté des mesures visant à assainir le foncier industriel et à créer de micro zones industrielles dédiées à la micro-entreprise et à la start-up et a entamé l'aménagement de textes réglementaires afin de favoriser la production nationale et à limiter le recours à la sous-traitance avec l'étranger".

En matière sociale, il s'agit de "la régularisation de la situation des employés émargeant sur le dispositif DAIP qui a fait l'objet d'un examen minutieux par le gouvernement".

Le Premier ministre a indiqué, dans le même sillage, que "les préparatifs du mois du Ramadhan 2020 ont fait l'objet d'un examen par le gouvernement qui a décidé la mise en place de mécanismes de régulation et de contrôle afin d'assurer la disponibilité des produits alimentaires et la stabilisation de leurs prix. Par ailleurs, le gouvernement a mis en place "une nouvelle politique de lutte contre les accidents de la route, orientée sur le durcissement des mesures coercitives et la pénalisation des auteurs à l'origine des accidents, notamment les conducteurs des véhicules de transport".

D'autre part, le gouvernement "a instruit les départements concernés pour assurer l'ouverture des maisons de jeunes au-delà des horaires administratifs, tout en garantissant la disponibilité des moyens et des activités notamment au niveau des maisons de jeunes, des bibliothèques, à travers toutes les villes du pays".

En réponse à une question sur la prévention du Coronavirus, M. Djerad a affirmé que le gouvernement "réagit rapidement aux risques de propagation du Covid-19 par la mise en place d'un dispositif national de prévention, de suivi et de lutte impliquant l'ensemble des secteurs concernés, en vue de faire face aux risques de propagation de ce virus et de déployer l'ensemble des moyens nécessaires afin de protéger nos concitoyens".

Au volet politique, le Premier ministre a souligné que "le mouvement populaire du 22 février 2019 a amorcé un processus irréversible de construction d'une Algérie nouvelle en rupture avec le système et les pratiques passées", relevant que "le gouvernement, nommé par le Président Abdelmadjid Tebboune, a inscrit son action dans le prolongement des revendications de ce Hirak du 22 février 2019 à l'action salvatrice, grâce à l'accompagnement et la protection de l'Armée nationale populaire et des services de sécurité".

"Néanmoins, devant l'ampleur de la tâche et des défis de l'heure, ainsi que devant la gravité de la situation économique et sociale actuelle du pays, il est attendu la mobilisation de toutes les parties pour sortir de cette crise multidimensionnelle, à travers une participation plus active du mouvement populaire principalement, dans la lourde tâche de construction de l'Etat rénové, auquel aspirent tous les enfants de notre pays, car l'Algérie appartient à tous ses enfants", a fait observer M. Djerad.

"De même, qu'il serait plus sage d'atténuer la tendance revendicative et l'occupation excessive de la voie publique, qui ne fait qu'aggraver davantage la situation actuelle sans apporter de solutions concrètes aux différents problèmes auxquels font face les citoyens et citoyennes et ce, d'autant plus que le Président de la République s'est engagé à asseoir un processus d'édification de la nouvelle Répu-



bliques sous une matrice constitutionnelle qui consacre une transparence des élections, une réelle démocratie participative, une société civile forte, une classe politique représentative et une presse libre et responsable", a-t-il expliqué.

Il a considéré, à cet égard, que "la sagesse, la compréhension et la mobilisation des forces vives de la nation est la seule voie qui permettrait une solution apaisée en vue d'assurer une sortie d'une crise politique, économique et sociale sans précédent et écarter toutes les manipulations avérées, qui ne sauraient diviser les enfants de ce pays ni attenter à la cohésion nationale du peuple algérien".

Le gouvernement a hérité d'une situation catastrophique sur tous les plans

A une question sur le contexte économique et social, le Premier ministre a relevé qu'au plan national, "l'état des lieux hérité de la gouvernance antérieure traduit de grandes menaces qui continuent de peser sur la situation économique et sociale du pays", faisant savoir que le Président de la République et le gouvernement "ont hérité d'une situation catastrophique sur tous les plans".

"Des institutions et une administration traumatisées par l'ampleur prise par la corruption qui a profondément affecté la sphère politico-administrative et qui a entraîné un accaparement des centres de décisions économiques et financières au profit des intérêts privés.

Une situation financière du pays très fragile, marquée par de profonds déséquilibres au plan interne et externe", a encore soutenu le Premier ministre.

Il a relevé, à ce propos, que les réserves de change de l'Algérie "ont baissé de plus de 116 milliards de dollars entre 2014 et 2019 et que le déficit du Trésor a atteint en moyenne un niveau de 10% du PIB".

Il a évoqué aussi "un système de retraite en quasi faillite avec des déficits cumulés qui ont atteint, à fin 2019, 2500 milliards de DA et dont le financement est assuré par des avances du Trésor, ainsi qu'une fragilisation de la situation sociale de notre pays à travers les disparités dans le développement des territoires et de graves dysfonctionnements au niveau de l'accès des citoyens aux services publics de base".

"Cette situation est traduite par l'identification, pour la première fois, des zones d'ombre qui a permis de constater que leur nombre a atteint plus de 15000 zones avec une population concernée de 9 millions d'habitants, soit le 1/5 de la population totale du pays", a précisé M. Djerad.

Il a indiqué que "45% de ces zones d'ombre sont localisées dans les wilayas du Nord du pays avec une population impactée de 4,5 millions d'habitants, 48% de ces zones d'ombre se situent dans les hauts plateaux avec une population impactée de 3,2 millions d'habitants, 7% de ces zones d'ombre concernent les wilayas du Sud avec une population impactée de près de 1,3 million d'habitants".

Au plan international et la conjoncture qui connaît depuis quelques semaines une forte dégradation en rapport avec l'évolution de la situation liée au Covid-19, M. Djerad a souligné que cette situation "impacte négativement nos ressources en devises et accentue les contraintes budgétaires déjà pressantes, ce qui nous interpelle pour l'adoption de mesures à caractère conjoncturel et structurel en vue d'aboutir au redressement de la situation financière".

Il a estimé, à cet égard, que ces mesures "devront permettre la consolidation de nos

réserves de change en freinant le rythme de leur détérioration et de dynamiser la croissance économique en favorisant l'investissement à forte valeur ajoutée de nature à améliorer la situation de la balance des paiements".

"Enfin, le retour progressif aux équilibres macro-économiques doit constituer également un objectif permanent, en rationalisant les dépenses publiques, en ciblant les politiques de subvention et en éliminant les sources de gaspillage et les dépenses sans impact significatif sur l'amélioration du cadre de vie de nos populations", a-t-il conclu.

M. Djerad appelle à la mobilisation de tous pour une sortie de crise

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a appelé à la mobilisation de toutes les parties pour sortir de la "crise multidimensionnelle" que connaît le pays, à travers une participation "plus active" du mouvement populaire, principalement, dans la lourde tâche de construction de l'Etat rénové.

"Devant l'ampleur de la tâche et des défis de l'heure, ainsi que devant la gravité de la situation économique et sociale actuelle du pays, il est attendu la mobilisation de toutes les parties pour sortir de cette crise multidimensionnelle, à travers une participation plus active du mouvement populaire principalement, dans la lourde tâche de construction de l'Etat rénové, auquel aspirent tous les enfants de notre pays, car l'Algérie appartient à tous ses enfants", a indiqué M. Djerad dans un entretien à l'APS en marge de la cérémonie d'installation de M. Reda Tir, nouveau président du Conseil national économique et social (CNES).

Le Premier ministre a estimé, dans ce sens, qu'il serait "plus sage d'atténuer la tendance revendicative et l'occupation excessive de la voie publique, qui ne fait qu'aggraver davantage la situation actuelle le sans apporter de solutions concrètes aux différents problèmes auxquels font face les citoyens et citoyennes", rappelant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "s'est engagé à asseoir un processus d'édification de la nouvelle république sous une matrice constitutionnelle qui consacre une transparence des élections, une réelle démocratie participative, une société civile forte, une classe politique représentative et une presse libre et responsable".

"La sagesse, la compréhension et la mobilisation des forces vives de la nation est la seule voie qui permettrait une solution apaisée en vue d'assurer une sortie d'une crise politique, économique et sociale sans précédent et écarter toutes les manipulations avérées, qui ne sauraient diviser les enfants de ce pays ni attenter à la cohésion nationale du peuple algérien", a-t-il soutenu.

Le Premier ministre a rappelé également que le mouvement populaire du 22 février 2019 "a amorcé un processus irréversible de construction d'une Algérie nouvelle en rupture avec le système et les pratiques passées", ajoutant que le gouvernement, nommé par le Président Tebboune "a inscrit son action dans le prolongement des revendications de ce Hirak à l'action salvatrice, grâce à l'accompagnement et la protection de l'Armée nationale populaire et des services de sécurité".

AGRICULTURE: Nécessaire accompagnement des femmes agricultrices et rurales productrices

Les services du ministère de l'Agriculture et du Développement rural ont procédé, lundi à Alger, à un examen des préoccupations d'un échantillon de femmes agricultrices et rurales en vue d'aplanir les difficultés auxquelles elles font face et de les rapprocher davantage de l'administration centrale et des responsables locaux, préconisant leur accompagnement dans le processus de production.

M. Omari a donné aux services du secteur des instructions pour l'examen des problèmes et questions liées à la production assurée par cette catégorie, en coordination avec les responsables locaux en vue d'aplanir les difficultés auxquelles elles font face et de leur assurer un suivi sur le terrain.

Lors d'une cérémonie de distinction qu'il a présidée en l'honneur des femmes agricultrices et rurales, le ministre a écouté les préoccupations des femmes présentes, lesquelles ont soulevé les différents problèmes rencontrés lors du processus de production par souci d'assurer un produit local de qualité.

La femme agricole aspire en général à accéder aux moyens de production et à atteindre ses aspirations en termes d'élargissement des espaces cultivés, en sus de l'accompagnement dans les volets technique et la commercialisation.

Dans son allocution à l'occasion, le ministre a souligné que "cette distinction symbolique" intervient en application des instructions données, dimanche, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la journée mondiale pour faciliter le contact entre la femme productrice dans le secteur de l'Agriculture et les responsables de l'administration locale.

La distinction constitue également "un signe de reconnaissance à l'égard des efforts de la femme agricultrice et rurale dans la promotion de l'agriculture et des activités connexes et la transformation des différents types de produits". Il est prévu, selon le ministre, d'appuyer la production de cette catégorie, à travers la maîtrise et le contrôle de la qualité des produits à travers le recours à l'étiquetage pour favoriser leur promotion.

Par ailleurs, M. Omari a procédé à la distinction de Mme. Briki Nora qui a lancé son activité d'oléiculture en 2014 à Boumerdes, et de Mme. Oukrid Djijiga activant dans la cuniculture en 2011 à Bejaia.

M. Omari a mis en avant l'importance de valoriser les dérivés des olives en sus de la diversification des produits nationaux en matière de viande en assurant, au niveau local, la viande de lapin.

Pour Briki Nora, elle vise à élargir les espaces boisés en oliviers et à promouvoir les activités relatives à cette filière notamment la transformation des résidus des olives pressées en produits cosmétiques naturels.

Mme. Bariki a bénéficié, au lancement de son activité, d'un financement de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), d'ou l'acquisition d'équipements modernes pour la création d'une raffinerie d'huile d'olive. Pour sa part, Mme. Oukrid a lancé son activité en matière de cuniculture en 2011 après avoir profité d'un microcrédit octroyé par l'Agence nationale d'assurance-chômage (CNAC).

Selon le ministre, des visites seront effectuées dans les wilayas afin de s'enquérir de la production assurée par cette catégorie de femmes.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Le CNES opte pour l'"apaisement" en réponse à l'appel du Premier ministre

Le Conseil national des enseignants du Supérieur (CNES) a annoncé hier sa décision de renoncer à l'appel à la grève qu'il avait lancé pour protester contre les déclarations du ministre de l'Enseignement supérieur, Chems-Eddine Chitour, soulignant avoir opté pour l'"apaisement" en réponse à l'appel du Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

"Les membres du CNES ont accueilli favorablement l'offre du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, portant apaisement de la situation pour une meilleure stabilité de l'Université", a précisé le CNES dans un communiqué rendu public à l'issue de la session extraordinaire tenue lundi à Alger, en présence des représentants de 49 sections syndicales.

Le CNES a, par ailleurs, exprimé "ses remerciements au Premier ministre pour son haut sens de responsabilité et sa culture d'homme d'Etat soucieux de la stabilité de l'université et de la patrie, perçus lors de ses entretiens avec le coordinateur national du syndicat, Abdelhafid Milat, afin d'apaiser la situation, mais aussi pour son engagement à ouvrir les canaux de dialogue à même de prendre en charge tous les problèmes en suspens".

Le même syndicat a en outre ajouté avoir décidé de "maintenir ouverte sa session en vue de suivre tous les développements et fixer la date d'une réunion, dans

les tout prochains jours, afin de présenter un état des lieux sur la réalisation des objectifs d'apaisement". Le CNES avait, rappelle-t-on, appelé dans un communiqué à un sit-in devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et menacé d'entrer en grève pour protester contre les déclarations que le ministre avaient faites devant les membres du Conseil de la Nation, des déclarations qualifiées "d'irresponsables".

Plusieurs organisations syndicales actives dans le secteur avaient, rappelle-t-on, fustigé les déclarations du ministre, indiquant que l'Algérie traversait une étape "décisive qui nécessite la réhabilitation de l'élite nationale dans la place qui lui sied, notamment à travers la valorisation du rôle de l'enseignant-chercheur, au regard de son rôle important dans le processus de développement et de renouveau".

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de



la Recherche scientifique, Chems-Eddine Chitour avait affirmé que les déclarations qui lui ont été attribuées sur les réseaux sociaux concernant les enseignants étaient "infondées", relevant que ses déclarations au Conseil de la Nation s'articulaient autour de "l'encadrement pédagogique dans certains éta-

blissements universitaires". "En ma qualité de Professeur, il m'est inconcevable de tenir des propos tels que ceux m'ayant été attribués", a-t-il précisé, soulignant que "l'enseignant universitaire dans le secteur, tous grades confondus, est la pierre angulaire du processus de promotion de l'Université".

AFFAIRES RELIGIEUSES : La porte du dialogue ouverte à tous les imams



La porte du dialogue demeure "ouverte" à tous les imams, pour une prise en charge idoine de leurs préoccupations, a affirmé,

dialoguer et s'exprimer est la bienvenue. Et il n'y a pas de portes fermées au dialogue, à condition que celui-ci soit dans les limites

lundi à Chlef, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi.

Dans une déclaration à la presse, en marge de l'ouverture de la conférence nationale des cadres du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, à l'hôtel Mirador, le ministre, qui a assuré que la "porte du dialogue est ouverte à tous les imams, pour une prise en charge de leurs préoccupations", a fait part de l'accueil de représentants d'imams, durant la semaine écoulée.

"Toute personne désirant dialoguer et s'exprimer est la bienvenue. Et il n'y a pas de portes fermées au dialogue, à condition que celui-ci soit dans les limites

de l'éthique et du respect des règles de sécurité du pays, ainsi que d'une manière organisée et programmée", a-t-il ajouté, en outre. M. Belmehdi a signalé, néanmoins, que "certains représentants ont demandé à être reçus, avant que le Gouvernement n'adopte son programme de travail.

Ce qui n'était pas possible", a-t-il fait savoir. Il a, toutefois, assuré que son département ministériel est "ouvert à toutes les propositions et formes de dialogue, susceptibles de contribuer à une gestion idoine du secteur en général", a-t-il indiqué.

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs a procédé, dans la matinée, à l'ouverture de la conférence nationale des cadres de son ministère. Il s'est, par la suite, rendu dans la commune de Taouegrit (68 km à nord-ouest de la wilaya), pour une visite de la Zaouia Chaabnia, avant de procéder à la distribution d'aides à des familles nécessiteuses du village Ouled El Hadj Kherroubi, de la même localité.

JUSTICE - AFFAIRES DE MONTAGE AUTOMOBILE ET FINANCEMENT OCCULTE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE :

La première chambre pénale statuera le 25 mars

La première chambre pénale près la Cour d'Alger va statuer le 25 mars sur les deux affaires relatives au montage automobile et au financement occulte de la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2019, a indiqué lundi son président.

Le procès en appel des accusés impliqués dans les deux affaires relatives au montage automobile et au financement occulte de la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2019, s'est poursuivi lundi dans son septième jour avec les plaidoiries du collectif de défense des accusés, parmi eux des hommes d'affaires, les anciens ministres de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi et Mahdjoub Bedda ainsi que les anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal.

Jeudi dernier, le Procureur général près la Cour d'Alger avait

requis des peines de 20 ans de prison ferme à l'encontre des deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, et de 15 ans de prison ferme à l'encontre des deux ministres de l'Industrie, Youcef Yousfi et Mahdjoub Bedda, outre une peine de 10 ans de prison ferme à l'encontre des anciens ministres, Abdelghani Zaalane et Nouria Yamina Zerhouni et des hommes d'affaires Mohamed Bairi, Ahmed Maazouz, Ali Hadad et Hadj Malik Said.

Une peine de huit (8) ans de prison ferme a été également requise à l'encontre Aboud Achour (ancien directeur de la BNA), et des hommes d'affaires Hassane Larbaoui et Farès Sellal, fils de l'ancien Premier ministre, et d'anciens cadres au ministère de l'Industrie, Hassiba Mokroui et Tira Amine.

Le Procureur général a requis

cinq (5) ans de prison à l'encontre de Chaid Hamoud, trésorier de la campagne électorale de l'ancien Président Bouteflika, et trois (3) ans pour les frères Semmai.

Il s'agit également d'amendes allant de 1 à 3 millions de dinars avec confiscation de tous leurs biens.

Pour rappel, ce procès intervient suite à l'appel interjeté par le Parquet et le collectif de défense contre le verdict prononcé, le 10 décembre 2019, par le Tribunal de Sidi M'hamed, condamnant, notamment, l'ancien ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb à une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende avec émission d'un mandat d'arrêt international et l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia à une peine de 15 ans de prison ferme avec confiscation de tous ses

biens.

L'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal a écopé d'une peine de 12 ans de prison ferme et les anciens ministres de l'Industrie Youcef Yousfi et Mahdjoub Bedda d'une peine de 10 ans de prison ferme.

Ont été condamnés également l'ancienne ministre Nouria Yamina Zerhouni à une peine de 5 ans de prison ferme, les hommes d'affaires Ahmed Maazouz à une peine de 7 ans de prison ferme avec confiscation des fonds saisis, Hassan Larbaoui à une peine de 6 ans de prison ferme avec confiscation des fonds saisis, et Mohamed Bairi à une peine de 3 ans de prison ferme.

Le fils de l'ancien Premier ministre, Fares Sellal a été condamné, quant à lui, à une peine de 3 ans de prison ferme.

GHARDAÏA : Plus de 820 millions DA pour renforcer le réseau d'électricité durant la période estivale

Un investissement de 820 millions DA a été mobilisé par la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG-filiale de Sonelgaz) pour le renforcement et l'amélioration du réseau d'électricité à travers la wilaya de Gharदाïa durant la période estivale, selon un communiqué de la cellule de communication de la direction locale de SADEG.

Ce programme consiste en la réalisation d'un réseau de 179,54 km de lignes électriques, dont 79,06 km de lignes de moyenne tension et 100,48 km de lignes de basse tension, ainsi que l'installation de 50 nouveaux postes transformateurs pour faire face à la forte demande en électricité en période estivale de pointe et sécuriser l'alimentation énergétique dans différentes localités de la wilaya, précise le communiqué.

La demande croissante en électricité, aussi bien de la population que des secteurs d'activité économique, durant l'été, a imposé la mise en œuvre de ce programme afin d'améliorer la distribution et d'éviter les désagréments des abonnés durant les pics de chaleur en été, et cela en dépit de nombreuses contraintes liées à la rareté des assiettes foncières devant accueillir les transfor-



mateurs, ont expliqué les responsables de l'entreprise, précisant que 20 transformateurs parmi les 50 prévus dans ce programme ont été déjà installés. Un programme d'un investissement de près de 3,45 milliards de DA a été concrétisé par la SADEG-Gharदाïa depuis l'année 2013, avec essentiellement la réalisation dans les différentes localités de la wilaya de plus de 621 km linéaires de renforcement du réseau d'électricité et

de 325 postes transformateurs, souligne le même communiqué. Cet investissement vise le renforcement du réseau de transport et de répartition de l'électricité de la wilaya, l'amélioration et la sécurité d'alimentation en électricité et la fiabilité du réseau à travers l'augmentation de la capacité de transit des lignes de transport et la réduction du taux de pertes techniques du réseau. La wilaya de Gharदाïa totalise 141.173 abonnés au réseau

électrique et plus de 84.110 abonnés au réseau du gaz naturel, soit un taux d'électrification de 98,76% et 76, un taux de pénétration de Gaz naturel de 76,66%. Elle dispose également de 6.170 km linéaires de réseau électrique (moyenne et basse tension), 3.206 postes transformateurs et de 1.774 km de réseau de gaz naturel ainsi que 17 distributeurs publics et une station GPL à Guerrara, selon les données de cette entreprise arrêtées fin décembre 2019.

AIN TÉMOUCHENT : Création d'une entreprise de gestion des ports de pêche

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Ain Temouchent a été renforcé dernièrement par la création d'une entreprise de gestion des ports de pêche, a-t-on appris lundi du directeur local chargé du secteur, Madjdoub Benali.

Cette entité de wilaya a été créée dans le cadre de la nouvelle organisation structurelle, adoptée par la Société nationale pour la gestion des ports de pêche maritime en vue d'étendre la présence de ses représentations dans toutes les wilayas côtières, a souligné le même responsable.

L'entreprise d'Ain Temouchent assurera la gestion des ports de Beni-Saf, de Bouzedjar et de l'abri de pêche du port de Madagh. "Les travaux de cette dernière infrastructure sont achevés en attendant sa mise en service dans les prochains mois", a indiqué le même responsable.

La création de l'entreprise d'Ain Temouchent de gestion des ports de pêche est considérée comme un acquis pour la wilaya et pour les professionnels du secteur, notamment dans le cadre de la stratégie de rapprochement de l'administration avec les professionnels sachant que le port de Béni-Saf était rattaché à l'Unité de gestion du port de Gharzaouet (Tlemcen) et celui de Bouzadjar, géré par une société similaire, basée à Oran, a ajouté M. Benali.

Ain Temouchent est la dernière wilaya côtière de l'Ouest de l'Algérie à avoir créé son entreprise de gestion des ports de pêche, contrairement aux autres wilayas de la région, a rappelé le même responsable, tout en estimant que cette entité permettra également à la wilaya de sécuriser les recettes fiscales du trésor public générées par la taxe sur l'activité forfaitaire de l'activité de cette unité à caractère économique.

La flotte maritime de la wilaya d'Ain Temouchent compte 409 embarcations de pêche activant aux ports de Beni-Saf et Bouzedjar, rappelle-t-on.

ANNABA : 2.400 logements publics locatifs pour la commune de Sidi Amar

Un total de 2.400 logements publics locatifs (LPL), a été réservé au profit de la commune de Sidi Amar, dans la wilaya d'Annaba, a-t-on appris lundi, auprès des services de la wilaya.

L'opération est inscrite dans le cadre de la dynamisation du rôle des collectivités locales dans la prise en charge des préoccupations des citoyens dans le volet le logement et ce à travers "le recensement des programmes d'habitations parachevés en travaux", "l'accélération de la cadence de chantiers d'habitats en cours et la finalisation de l'aménagement extérieur", a-t-on précisé.

Selon la même source, il est prévu la livraison du quota de logements consacré à la localité de Sidi Amar dès le parachèvement des travaux restants et de l'aménagement extérieur.

Lors d'une rencontre consacrée au secteur d'habitat, organisée dernièrement au siège de la wilaya, le chef de l'exécutif local Djamel Eddine Berimi, avait donné des instructions fermes aux responsables de la direction du logement à l'effet de suivre sur le terrain l'évolution des chantiers des logements, parallèlement à la dynamisation de la commission communale chargées des enquêtes de terrain, afin d'établir les listes des bénéficiaires "en toute transparence", a-t-on affirmé.

Dans la commune de Sidi Amar, les travaux de construction de ce nombre de logements et de raccordement aux réseaux divers en plus de ceux d'aménagement extérieur, enregistrent des taux d'avancement différents, ont encore indiqué les services de la wilaya. Au cours de la semaine précédente, un total de 2.999 unités de logements publics locatifs a été affecté au bénéfice de huit(8) localités de la wilaya d'Annaba dont la distribution est prévue après la finalisation des chantiers d'aménagement extérieur et l'actualisation des listes des bénéficiaires, a-t-on ajouté.

APS

ORAN : Distribution prochaine de 236 logements promotionnels aidés

Au total, 236 unités d'habitation, réalisées dans le cadre du programme de Logement promotionnel aidé (LPA), seront distribuées vers la fin du mois en cours, à travers trois communes de la wilaya d'Oran, a-t-on appris lundi de la directrice locale du Logement. Les localités concernées sont Mers El-Hadjadj (122 logements), El-Mohgoun (75) et Belgaïd (39), a précisé à l'APS Fairouz Djebri, signalant que les deux premiers sites relèvent de l'Agence foncière, tandis que le troisième est celui d'un entrepreneur privé. Le site d'El-Moh-

goun, dans la commune d'Arzew, fait partie d'un quota de 380 LPA de l'ancienne formule dont la réalisation a accusé un lentement tant de la part des entrepreneurs publics que privés, a-t-elle expliqué, rappelant que ce programme a été réactivé depuis 2018 par le renforcement des chantiers de sorte à assurer des distributions à la fin de chaque trimestre.

Dans ce contexte, il est prévu jusqu'à la fin décembre prochain la distribution de 1.330 LPA à travers différentes communes de la wilaya, et ce, au titre de l'ancienne formule

qui a également permis la livraison de 2.722 LPA durant l'exercice écoulé.

L'année en cours verra, en outre, la distribution de 15.143 logements de la formule location-vente (AADL) au nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana» de Misserghine, et de plus 16.000 autres sociaux à travers plusieurs communes, dont Oued Tlélat (3.000), Béthioua (1.000), Benfréha (1.000) et Misserghine (700).

Les travaux d'aménagement extérieur des sites sociaux sont en voie d'achèvement, a affirmé la directrice du Logement.

BATNA : Appel à la création d'un réseau de chercheurs universitaires et de professionnels de l'agriculture

Les participants à une journée d'étude organisée au centre d'entrepreneuriat «Yebda» de l'université Hadj Lakhdar-Batna 1, ont appelé lundi à la création d'un «réseau de chercheurs universitaires et de professionnels des différentes filières agricoles».

«Ce réseau, qui regroupera des agriculteurs, des producteurs, des étudiants porteurs de projets, des laboratoires et des enseignants chercheurs spécialisés dans ce domaine, permet de mieux comprendre les préoccupations des professionnels du secteur agricole et d'apporter des solutions techniques, en sus

de l'orientation de la recherche pour une meilleure rentabilité et une production de qualité», ont indiqué les intervenants au cours de cette rencontre.

Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations entre l'université et son environnement socioéconomique vise à promouvoir les différentes filières du secteur agricole qui constituent «un maillon fort» de la chaîne économique, notamment dans la contribution à assurer la sécurité alimentaire pour l'orientation vers l'exportation, ont affirmé les participants à cet événement. Dans ce

contexte, la coordinatrice de cette journée d'étude, Dr Nadia Boulouah, a précisé que le partenariat entre l'université et le secteur agricole a donné lieu à des «résultats positifs», appelant à renforcer cette démarche à travers de nouvelles conventions de coopération avec des instances et acteurs de ce secteur agricole. De son côté, Pr Abdelmalek Maârouf, membre et formateur au centre d'entrepreneuriat «Yebda» de l'université hôte, a souligné que cette journée d'étude à laquelle ont pris part des représentants de plusieurs instances versées dans le secteur agri-

cole, ainsi que des producteurs et des agriculteurs issus de différentes wilayas du pays, des enseignants chercheurs et des étudiants porteurs de projets vise principalement à échanger des expériences. Ouvert le 1er février 2019 dans le cadre du programme «Eurasmus +», financé par l'Union Européenne (UE), le centre d'entrepreneuriat «Yabda» de l'université Hadj Lakhdar-Batna 1 a pour objectif de renforcer l'ouverture de l'université sur son environnement socioéconomique et d'inculquer la culture de l'entrepreneuriat chez les étudiants, a-t-on signalé.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Rezig souligne le rôle important des associations de protection du consommateur dans les actions de sensibilisation

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a mis en avant, lundi, lors d'une audience accordée au président de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, le rôle axial des associations chargées de la protection du consommateur, en tant que partenaire actif dans l'opération de sensibilisation, indique, mardi, un communiqué du ministère. Partant du rôle axial des associations chargées de la protection du consommateur, M. Rezig a dit que ces dernières "sont un partenaire actif dans les opérations de sensibilisation et de signalement de certains dépassements à même d'assurer l'intervention rapide et immédiate des autorités publiques", note le communiqué.

Le ministre a écouté un exposé présenté par M. Zebdi ainsi que les différentes propositions qu'il a émises. Il a affirmé, dans ce sens, que "les portes du ministère demeurent ouvertes à tous les partenaires", particulièrement les associations, pour le seul et noble objectif d'assurer la protection du consommateur, ajoute la source. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres de concertation avec les différents partenaires professionnels, conclut le communiqué.

RÉCUPÉRATION DE PAPIER

Un potentiel national de 500.000 tonnes par an

Le potentiel de récupération de papier utilisé au niveau national est de 500.000 tonnes/an alors qu'actuellement, uniquement 50.000 tonnes sont récupérées afin d'être réutilisées dans l'industrie de l'emballage, ont estimé à Alger des experts de ce secteur.

A l'occasion d'une table ronde sous la thématique "l'emballage à l'ère de l'économie circulaire" organisée en marge du salon de l'impression et de l'emballage "Print Pack", l'expert international, Aman Allah Ben Nasr, a fait savoir qu'il est nécessaire de soutenir la création d'une industrie du papier afin de développer la récupération de ce produit à travers le pays en évitant l'inexploitation de près de 450.000 tonnes/an "qui partent dans la nature". "Pour permettre une production locale de ce papier recyclé, il faudrait un investissement sur les infrastructures et les équipements à hauteur de 300 à 350 millions d'euros", a-t-il souligné, précisant que cet investissement nécessite un partenariat étranger. Selon lui, ce projet de création de "machines à papier", des unités de production de papier, doit être encouragé par les pouvoirs publics dans le cadre de la réduction de la facture des importations de papier.

"Il faudrait copier des modèles de machine à papier et trouver des partenaires étrangers pour créer de la plus-value et une économie circulaire.

Les pouvoirs publics doivent soutenir cette démarche", a-t-il insisté.

L'expert a également noté que l'ensemble du papier récupéré en Algérie est exporté directement "alors qu'il est possible d'exploiter ce papier localement pour créer de la valeur-ajoutée et de beaucoup d'emplois". Par ailleurs, M. Ben Nasr, également gérant d'une société espagnole de production de papier 100% recyclé, a indiqué que cette société constitue le principal fournisseur du marché algérien avec près de 200.000 tonnes livrées en 2019 sur un marché de 350.000 tonnes de papier importé annuellement par l'Algérie. Pour sa part, le P-dg de Maghreb Emballage, Abd Samad Mered, a déploré le manque, voire l'absence de recyclage de papier et de carton en Algérie.

Selon lui, l'économie circulaire, consiste à réutiliser des produits dans le cadre d'un cycle ininterrompu, s'inscrivant dans le cadre du développement durable de son entreprise.

Outre la consommation nationale de papier, celle du carton ondulé a atteint pour sa part 250.000 tonnes en 2019, selon les experts qui ont estimé "très porteur" le marché national de carton ondulé.

L'Algérie produit l'équivalent de 7 à 8 kilos par habitant, "tandis qu'au niveau des pays voisins, la production atteint 12 kilos/habitant en Tunisie et 15kg/habitant au Maroc", a-t-on fait savoir.

La fabrication du carton ondulé est consommée principalement par les industries agroalimentaires, pharmaceutiques et de l'électroménager.

Le carton peut aussi être consommé dans l'industrie automobile et celle des moto-cycles.

FINANCEMENT DES ACTIONS URGENTES ET PRIORITAIRES DU GOUVERNEMENT

M. Djerrad : une loi de finances complémentaire en cours d'élaboration

Une loi de finances complémentaire (LFC) pour l'exercice 2020, destinée à dégager les financements nécessaires aux actions urgentes et prioritaires est en cours de préparation, a annoncé le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

"Le gouvernement est en train de préparer la loi de finances complémentaire pour 2020, afin de dégager les financements nécessaires aux actions urgentes et prioritaires", a déclaré M. Djerad dans un entretien accordé à l'APS en marge de la cérémonie d'installation du nouveau président du Conseil national économique et social (CNES), tenue lundi à Alger.

Concernant les nouvelles dispositions du Projet de la loi de finances complémentaire (PLFC 2020), le Premier ministre a expliqué que ce nouveau texte prévoyait, notamment, l'annulation des mesures "discriminatoires" contenues dans la LF 2020.

En outre, le gouvernement compte, selon M. Djerad, introduire dans le PLFC 2020 des mesures fiscales incitatives au profit des entreprises ainsi que les mesures légales de base nécessaires à l'assainissement et à l'amélioration du climat des affaires et à la relance de l'investissement.

Maintien des engagements de l'Etat en dépit de la chute du pétrole

A une question sur les conséquences de la baisse des prix du pétrole sur les poli-



tiques du développement prônées par le Gouvernement. Le Premier ministre a rassuré que l'Etat compte maintenir ses engagements en matière de financement de développement, malgré l'impact de l'épidémie de coronavirus sur les prix de pétrole, tout en adoptant une gestion "prudente" des finances publiques.

"Face aux incertitudes qui pèsent sur les perspectives économiques dans le monde en raison de l'épidémie de coronavirus et de la baisse des prix du pétrole, le gouvernement s'attèle à gérer d'une manière prudentielle et rationnelle les finances du pays avec, comme priorité, le

maintien de l'engagement de l'Etat dans le financement du développement", a affirmé M. Djerad. Selon le Premier ministre, cette vision constitue le cadre de référence opérationnel de la mise en œuvre par le gouvernement de son plan d'action pour faire face à la baisse des prix du pétrole, à travers la réduction du gaspillage des ressources, la rationalisation des dépenses de fonctionnement et d'équipement et la promotion de manière soutenue d'une économie diversifiée, développant davantage l'économie réelle et son moteur l'entreprise nationale, créatrice de richesse. M. Djerad a noté, dans ce cadre,

que la conjoncture connaît depuis plusieurs semaines une "forte dégradation" en rapport avec l'évolution de la situation liée au coronavirus. "Cette situation impacte négativement nos ressources en devises et accentue les contraintes budgétaires déjà pressantes, ce qui nous interpelle pour l'adoption de mesures à caractère conjoncturel et structurel en vue d'aboutir au redressement de la situation financière", a-t-il expliqué. Ces mesures devront permettre la consolidation des réserves de change en freinant le rythme de leur détérioration et de dynamiser la croissance économique en favorisant l'investissement à forte valeur ajoutée de nature à améliorer la situation de la balance des paiements, a souligné le Premier ministre.

"Le retour progressif aux équilibres macro économiques doit constituer également un objectif permanent, en rationalisant les dépenses publiques, en ciblant les politiques de subvention et en éliminant les sources de gaspillage et les dépenses sans impact significatif sur l'amélioration du cadre de vie de nos populations", a-t-il soutenu.

AGRICULTURE - RESSOURCES EN EAU

Une commission mixte pour cadastrer les terres concernées par l'irrigation complémentaire

Les ministères des Ressources en eau et de l'Agriculture comptent mettre sur pied une commission mixte pour cadastrer les terres agricoles concernées par l'irrigation complémentaire et lancer un plan d'action commun pour doter les agriculteurs de toutes les technologies utilisées en la matière.

Lors d'une réunion regroupant les cadres des deux départements tenue au siège du ministère des Ressources en eau en présence du ministre du secteur, Arezki Berraki, du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chérif Omari et du ministre délégué chargé de l'agriculture saharienne et des montagnes, Foued Chehat, il a été convenu de mettre en place un plan d'action commun pour doter les terres agricoles de toutes les nouvelles technologies utilisées en la matière et encourager les agriculteurs à irriguer leurs terres avec des eaux traitées.

Dans ce cadre, M. Berraki a insisté sur la nécessité de recourir à l'irrigation avec des eaux traitées pour pallier le stress hydrique dont souffre le secteur, d'autant que l'Algérie est connue pour son climat semi-aride. Affirmant que les capacités du pays en matière de récupération et de traitement des eaux s'élèvent à 900 millions m3, le ministre a indiqué que les quantités réellement traitées ne dépassent pas les 500 millions M3, dont seulement 50 millions M3 sont utilisés dans les opérations d'irrigation.

M. Berraki a évoqué, dans le même cadre, l'élargissement des surfaces irriguées s'élevant actuellement à 1,4 à 1,4 millions hectares, ajoutant que l'objectif tracé était d'atteindre les 02 millions

hectares. Pour sa part, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a mis l'accent sur nécessité de développer une coordination permanente entre les deux secteurs afin de relever le défi de la sécurité alimentaire et relancer le développement rural, notamment en ce qui concerne l'agriculture saharienne et des montagnes.

Il a fait savoir dans ce sens que la plupart des difficultés auxquelles est confronté le secteur sont "à caractère local et opérationnel", suggérant davantage de coordination avec les administrations locales en vue d'aboutir à "une agriculture moderne, productive et intense".

Le ministre a relevé, à ce titre, l'importance d'assurer la disponibilité de l'eau, ressource essentielle dans le secteur, et de veiller à son exploitation optimale, à travers notamment l'accès à des techniques modernes.

Il s'agit, poursuit le ministre, de la nécessité de recourir aux eaux traitées notamment pour l'agriculture fruitière, faisant état d'une forte demande pour la création de stations d'épuration des eaux, particulièrement à l'Ouest du pays.

M. Omari a mis en avant l'impérative préservation des méthodes et des modèles traditionnels dans l'exploitation des terres.

Rappelant l'existence d'un plan d'action stratégique pour la préservation des eaux au Sud et dans les Hauts plateaux, M. Omari a indiqué que les investissements agricoles dans ces régions allaient augmenter, ce qui exige une mobilisation plus importante de cette ressource vitale. Le ministre a

mis en garde contre le forage anarchique des puits à l'origine de la perte des ressources hydriques, déclarant "le forage des puits doit faire l'objet d'un cahier de charges, en ce sens que ces puits doivent être exploités pour la production de produits agricoles de base qui ne nécessitent pas beaucoup d'eau".

Il a mis en avant, par ailleurs, la nécessité d'encourager l'usage des matériels et des techniques favorisant la rationalisation de l'exploitation d'eau, soulignant que son département ministériel, qui consacre des aides financières importante au secteur, élargira ce soutien pour englober l'acquisition de matériels afin d'intensifier les opérations d'irrigation notamment dans le Sud et au niveau des zones montagneuses.

Le ministre de l'Agriculture a relevé que le secteur industriel est un partenaire principal, car il s'emploie à assurer ces matériels pour une exploitation économisée d'eau.

De son côté, le ministre délégué chargé de l'agriculture saharienne et des montagnes, Foued Chehat, a mis l'accent sur l'impératif de coordonner l'action sur le terrain au niveau des wilayas avec l'administration centrale.

Outre la mobilisation des ressources hydriques, le ministre délégué a indiqué que le rôle du ministère des Ressources en eau réside dans la recherche de nouvelles techniques pour ramener l'eau, proposant l'élaboration d'une carte des points d'eau pour définir la distance entre eux et les superficies agricoles et de pâturage pour une meilleure exploitation".

PÉTROLE

Les cours poursuivent leurs hausses

Les prix du pétrole se sont améliorés hier au lendemain de leur pire séance depuis le début de la guerre du Golfe en 1991, un rebond porté par la reprise des marchés et les déclarations du ministre russe de l'Énergie.

Vers 11h20 GMT, (12h20 à Alger) le baril américain de WTI pour livraison en avril gagnait 8,99% à 33,93 dollars, quelques instants après avoir dépassé les 10% et atteint 34,42 dollars.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 37,30 dollars, en hausse de 8,56%, quelques instants après avoir atteint 37,75 dollars.

La veille, les cours du pétrole se sont massivement effondrés sous l'effet de la décision unilatérale prise par l'Arabie saoudite de baisser ses prix à la livraison après l'échec des négociations entre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés vendredi, dont la Russie, deuxième producteur mondial. "Après la baisse de plus de 30% enregistrée depuis vendredi après-midi, il s'agit avant tout d'un contre-mouvement", a estimé Carsten



Fritsch, de Commerzbank.

Le Brent et le WTI "sont soutenus par une reprise des marchés boursiers, qui ont eux aussi fortement chuté hier", a-t-il ajouté. Les déclarations du président américain Donald Trump, qui a évoqué lundi des mesures "de grande ampleur" pour soulager l'économie américaine face aux répercussions de l'épidémie de nouveau

coronavirus, étaient également de nature à alimenter ce rebond, a ajouté M. Stanton, de RBC. Donald Trump a annoncé une nouvelle conférence de presse mardi afin de détailler ces mesures.

Parmi les quelques leaders d'espoir pour les analystes et opérateurs de marché, le ministre de l'Énergie russe Alexandre Novak a

déclaré mardi à la chaîne télévisée "Rossiia-24" ne pas "fermer la porte" à l'alliance Opep-Russie pour stabiliser le marché du pétrole.

Autre signe à même de limiter une offre surabondante sur le marché, relevé par M. Stanton, des "premières réactions des producteurs américains" qui ont annoncé "des réductions plus importantes des investissements et une baisse de la production de pétrole à l'avenir".

Mais les fondamentaux d'un rebond durable et prononcé des prix restent faibles: lundi, l'Agence internationale de l'énergie a publié ses prévisions d'une offre excédentaire d'environ 1,5 million de barils par jour. Et le groupe pétrolier Saudi Aramco a annoncé mardi qu'il allait fournir à ses clients 12,3 millions de barils par jour (bpj) de brut "en avril", soit une forte augmentation de sa production pétrolière.

ÉTATS-UNIS

Les marchés boursiers lourdement impactés par la chute des prix du pétrole



Les actions américaines ont plongé lundi au début des heures de négoce, alors que les trois indices majeurs ont tous baissé de plus de 7%, dans un contexte de fortes préoccupations liées à la chute des prix du pétrole et un ralentissement économique dû à la propagation du coronavirus.

Les échanges ont été suspendus pendant 15 minutes après que le S&P 500 a décliné de 7% et ont repris à 9h49 heure locale (13h49 GMT).

La perte de 7% du S&P 500 a déclenché un mécanisme d'interruption temporaire des échanges, permettant au marché et aux investisseurs de reprendre leurs esprits. Si l'indice qui représente les 500 plus grandes entreprises de Wall Street abandonnait 13%, un deuxième arrêt d'un quart d'heure aurait lieu.

Les échanges ont redémarré à 13H49 GMT, ce qui a permis aux indices de se redresser légèrement.

Mais aux alentours de 14H15 GMT, le Dow Jones restait très nettement orienté à la baisse, perdant 5,62% à 24.412,07 points. Le Nasdaq abandonnait lui 5,02% à 8.144,81 points et le S&P 500 reculait de 5,51% à 2.808,74 points.

Déjà lourdement affectée par les craintes liées au coronavirus, la place new-yorkaise était assommée lundi dès l'ouverture par l'effondrement des cours pétroliers, d'environ 20%.

Le sous-secteur représentant les valeurs énergétiques au sein du S&P 500 s'enfonçait lui de près de 18%. La décision de l'Arabie saoudite d'adopter une nouvelle politique des prix de son or noir en augmentant sa production, après l'échec de négociations en fin de semaine dernière avec la Russie est citée par des observateurs comme l'une des causes de cet effondrement des indices boursiers américains.

Avec plus de 13 millions de barils extraits quotidiennement, les États-Unis sont le premier producteur mondial devant la Russie et l'Arabie saoudite.

La persistance de la baisse des cours du brut affectera directement la production américaine dont les coûts d'exploitation sont plus onéreux, selon des spécialistes du marché pétrolier.

Etats-Unis: la FED va injecter au moins 150 mds de dollars par jour dans le marché monétaire

La Réserve fédérale américaine (Fed) va augmenter les montants qu'elle injecte chaque jour dans le marché monétaire, pour les porter à au moins 150 milliards de dollars quotidiens, face aux risques que fait peser le nouveau coronavirus.

La FED mettait à disposition jusqu'à présent au moins 100 milliards de dollars quotidiennement.

Cette hausse du montant alloué sur les marchés a débuté lundi et se poursuivra jusqu'au 12 mars pour les prêts au jour le jour (repo).

Le montant pour les opérations à deux semaines sera également accru pour les opérations de mardi et jeudi, et passera d'au moins 20 milliards à au moins 45 milliards.

Cette hausse "devrait aider au bon fonctionnement des marchés de financement alors que les acteurs du marché mettent en oeuvre des plans afin de permettre aux entreprises de résister au coronavirus", a détaillé la Fed de New York, qui supervise ces opérations. Les opérations de repo sont des transactions à très court terme qui permettent aux banques et entreprises de se refinancer et à la Fed d'avoir un autre outil de contrôle des taux.

Elles portent sur le rachat de titres de dette (bons du Trésor, obligations adossées à des crédits hypothécaires) à un prix fixé d'avance.

APS

Saudi Aramco annonce une hausse de production à 12,3 M bpj en avril

Le groupe pétrolier Saudi Aramco a annoncé hier qu'il allait fournir à ses clients 12,3 millions de barils par jour (bpj) de brut "en avril", faisant état d'une augmentation de sa production.

"Saudi Aramco annonce qu'elle fournira à ses clients 12,3 millions de barils de pétrole brut par jour en avril", a déclaré l'entreprise publique dans un communiqué publié sur le site internet de la Bourse saoudienne.

Plus grand exportateur de brut au monde, l'Arabie saoudite pompe actuellement quelque 9,8 millions de barils par jour, ce qui signifie qu'elle ajoutera 2,5 millions de barils à sa production quotidienne à partir d'avril.

"La société a convenu avec ses clients

de leur fournir de tels volumes à partir du 1er avril 2020. L'entreprise s'attend à ce que cela ait un effet financier positif à long terme", a assuré Saudi Aramco.

Ryad a déjà réduit le prix de son pétrole à partir du mois d'avril, en réaction à l'échec des négociations entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et la Russie pour conclure un accord sur des réductions supplémentaires de la production et stimuler des prix en berne en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus.

La Russie s'est opposée à une nouvelle réduction de 1,5 million de barils par jour (bpj), les compagnies pétrolières russes craignant de perdre des parts de marché et souhaitant concu-

rener offensivement le pétrole de schiste américain. La réaction saoudienne, qui a fait chuter les prix du brut, avait entraîné lundi une dégringolade sur les marchés financiers à travers le monde. Mardi, le ministre de l'Énergie russe Alexandre Novak a déclaré ne pas "fermer la porte" à l'alliance Opep-Russie (Opep+) et que le récent désaccord de Moscou "ne signifie pas qu'à l'avenir nous ne pourrions plus coopérer entre pays Opep et non-Opep".

"A court terme, (la Russie) peut augmenter sa production de 200/300.000 bpj, avec un potentiel de 500.000 bpj dans un avenir proche", a-t-il néanmoins prévenu dans une interview télévisée, après l'annonce de Saudi Aramco.

Paris appelle Ryadh à une coordination sur les prix du pétrole afin d'éviter des perturbations économiques

L'Arabie saoudite, qui assure cette année la présidence du Groupe des Vingt (G20), devrait coordonner avec les autres pays producteurs de pétrole afin d'éviter de déclencher des perturbations économiques dans les pays tiers, a déclaré lundi le ministre français de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire.

"Je souhaite que l'Arabie saoudite, comme présidente du G20 - les 20 États les plus riches de la planète - entre dans une coordination sur cette question du prix du pétrole, pour qu'on évite que ça secoue ensuite sur les marchés", a indiqué le ministre français dans une déclaration à la presse locale.

"Sur le long terme, avoir un prix du pétrole qui baisse trop, ça inquiète les marchés, ça a des répercussions sur le financement de nos entreprises et donc sur

notre économie", a-t-il souligné.

Les cours du pétrole se sont effondrés de près de 30% lundi après la décision de l'Arabie saoudite de réduire ses prix de vente et de prévoir une forte augmentation de sa production après l'échec du dernier sommet des pays de l'Organisation des producteurs de pétrole (Opep) tenu vendredi dernier à Vienne en vue de décider d'une nouvelle coupe de la production pétrolière dans le contexte de l'épidémie de nouveau coronavirus qui a impacté la demande mondiale.

Les cours du pétrole ont subi leur chute la plus sévère depuis la guerre du Golfe en 1991 après l'échec des discussions entre la Russie et l'Arabie saoudite.

Vers 11h20 GMT (12h20 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison

en mai valait 35,52 dollars à Londres, en baisse de 21,54% par rapport à la clôture de vendredi. A l'ouverture en Asie, il s'est effondré jusqu'à 31,02 dollars, un niveau plus vu depuis février 2016.

A New York, le baril américain de WTI pour avril dévissait de 22,02% à 32,49 dollars.

Vers 4h30 GMT, il est tombé jusqu'à 27,34 dollars, un plus en quatre ans également.

Cette déroute s'explique par la décision de l'Arabie saoudite de baisser unilatéralement ses prix à la livraison, opérant la plus importante réduction en 20 ans.

Cette décision a été prise dans la foulée de discussions de l'Opep+ (rassemblant l'Opep et ses partenaires dont la Russie), qui se sont conclues sans accord vendredi alors que l'épidémie de coronavirus provoque des craintes sur l'acti-

MEDEA 2 millions d'unités de compléments alimentaires et de produits parapharmaceutiques périmés saisis à Tablat

Une importante saisie de compléments alimentaires, d'herbes médicinales et parapharmaceutiques, estimée à près de deux millions d'unités, a été opérée récemment par la gendarmerie de Tablat, nord-est de Médéa, a-t-on appris hier du groupement de gendarmerie.

Une enquête diligentée par la section de recherche de la gendarmerie de Médéa, suite à l'interception par des éléments de la brigade de sécurité routière de la gendarmerie de Tablat d'un camion de gros tonnage rempli de produits parapharmaceutiques «périmés et d'origine inconnue», a permis la neutralisation d'un réseau composé de six membres, à l'origine de ce trafic, a-t-on indiqué.

Les produits saisis, d'une valeur marchande d'environ 400 millions de DA, étaient destinés à alimenter les différents marchés du pays, a ajouté la même source, précisant que parmi les produits saisis figurent un lot de 800 mille comprimés «viagra», 700 mille capsules pour amaigrissement et de prise de poids, ainsi qu'un autre lot de 400 mille sachets de thé pour diabétiques. Les gendarmes ont également saisis, dans le sillage de l'enquête diligentée, sept appareils de conditionnement et l'emballage de ces produits, en sus de divers accessoires et produits utilisés pour la contrefaçon de ces produits périmés, a-t-on signalé.

BOUIRA Un mort dans un accident de la route à Ain Chriki

Un cinquantenaire a trouvé la mort mardi dans un accident de la route survenu sur l'autoroute Est-Ouest à Ain Chriki (Ouest de Bouira), a-t-on appris des services de la protection civile. L'accident s'est produit à 6h00 du matin suite à une collision entre un bus, un camion et une voiture, qui a causé la mort d'un homme âgé de 52 ans, selon le chargé de la communication de la protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat.

«La victime est le conducteur du bus, dont la dépouille a été transportée à la morgue de l'hôpital de la ville de Lakhdaria», a précisé le sous-lieutenant Abdat. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

TIARET : Des démarches en vue du classement de la zone humide Dhaya El Khadra sur la liste Ramsar

La Direction de l'environnement de la wilaya de Tiaret a ficelé récemment le dossier relatif à la zone humide "Dhaya El Khadra" avant de le remettre au ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables en vue de son classement sur la liste Ramsar, a-t-on appris auprès de cette institution. Un dossier détaillé de la zone humide, relevant de la commune de Chehaïma, qui comporte, entre autres, une fiche technique avec les spécificités du site a été introduit auprès du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables pour son classement comme zone humide, a indiqué la même source. D'une superficie de 12.000 hectares dont 3.000 ha présentant un caractère d'humidité durable, la zone humide Dhaya El Khadra se distingue par sa diversité faunistique et floristique. Elle sert de repos et de nidification à quelque 13.000 oiseaux migrateurs dont des flamands roses, les canards et autres volatiles. Plusieurs espèces de poissons vivent également dans les eaux

du lac, a-t-on expliqué. Le Centre national de développement des ressources biologiques a décidé récemment de transférer deux projets au ministère de tutelle. Il s'agit de l'étude de classification de la zone humide Dhaya El Khadra et du projet de classification et réalisation d'un plan de gestion de 15 espaces verts à travers le territoire de la wilaya de Tiaret, a-t-on souligné à la Direction de l'environnement de la wilaya de Tiaret. Les 15 projets d'espaces verts concerneront plusieurs communes, dont le jardin public "Nacer Bouchareb" de la ville de Tiaret, ce qui permettra la réalisation d'un jardin de diversité biologique à même de protéger les diverses espèces d'oiseaux migrateurs. La wilaya de Tiaret compte plusieurs zones humides naturelles dont Dhaya El Khadra, les zones de Tides et Ain Saoua, sises dans la commune de Sidi Abderrahmane outre les zones artificielles de Sidi Abderrahmane, dont Sidi Dahmouni et Bekhadda, ainsi que 19 retenues d'eau.

MILA La valorisation de la biodiversité et son exploitation dans divers domaines soulignées

Les participants à une conférence internationale sur «la biodiversité au service des biotechnologies», ouverte lundi à l'université Abdelhafid-Boussouf de Mila, ont insisté sur «l'importance de la valorisation des ressources génétiques que recèlent les diverses régions du pays et leur utilisation dans les différents domaines».

La présidente de cette rencontre de deux jours, Dr. Belattar Hakima a invité les chercheurs et étudiants en biologie à accorder «davantage d'intérêt scientifique pour la biodiversité de nos régions» et penser à faire recours aux moyens et technologies modernes pour leur exploitation notamment par les industries de transformation. Elle a également appelé à «consacrer plus de recherches scientifiques à ce domaine pour enrichir les connaissances et favoriser les actions de valorisation». Dr. Abdelhafid Boubendir a souligné, de son côté l'importance de l'utilisation des produits naturels à des fins pharmaceutiques et a appelé à développer des alternatives biologiques aux additifs alimentaires chimiques «responsables de multiples maladies».

Il a porté l'accent à ce propos sur le recours aux technologies modernes dont l'informatique pour analyser les données biologiques qui permettent de considérables gains de temps et d'efforts.

Spécialiste en chimie des plantes médicinales de l'université Constantine-



1. Dr. Salah Akel a relevé l'importance de la biodiversité génétique pour le secteur pharmaceutique notamment par le recours aux nouvelles technologies. Cette

rencontre réunit plus de 70 conférenciers venus des diverses universités du pays et donne lieu à la présentation de 190 posters.

JUSTICE/PROCÈS Cour de Tizi-Ouzou : des peines de 18 mois à 3 années de prison ferme pour vente d'armes et de munitions

Le tribunal criminel près la Cour de justice de Tizi-Ouzou a prononcé, lundi, des peines allant de 18 mois à 3 années de prison ferme contre des accusés reconnus coupables de vente et de détention d'armes et de munitions. Les quatre accusés dont deux détenus et deux prévenus libres, qui ont comparu devant le tribunal criminel étaient poursuivis pour les chefs d'accusation de "vente d'armes et de munitions de catégorie 4 sans autorisation" contre le premier répondant aux initiales de B. H., "acquisition et détention d'une arme de catégorie 4, port d'une

armes autorisation" contre A.B. et "détention de munitions sans autorisation" contre les deux prévenus libres, D. A et O. A.

Selon l'arrêt de renvoi, de cette affaire, les faits remontent au mois d'octobre 2018 dans un village de la commune de Boudjima, lorsque les services de sécurité, agissant sur renseignements, et suite à une perquisition dans le magasin de A. B., ont découvert un pistolet automatique et un aerosol à gaz lacrymogène.

Sur le téléphone portable de ce même individu, il y avait une photo de lui avec un fusil à pompe. A.B a déclaré durant

l'enquête et lors du procès que ces armes appartiennent à B.H.

ce dernier, selon l'arrêt de renvoi, a vendu l'arme de poing à A. B. contre une somme de 120 000 DA et lui a proposé un fusil à pompe contre un montant de 300 000 DA.

Lors du procès, il a nié les faits retenus contre lui.

D. A. proche parent de B. H., chez qui les forces de sécurité ont trouvé, lors d'une perquisition, des munitions pour des armes de différentes catégories, a répondu durant l'enquête et devant le tribunal criminel qu'elles appartiennent à B. H. Quant à O. A. chez qui il

a été découvert une balle de calibre 7,65 mm a affirmé qu'il l'a trouvée et gardée chez lui.

Dans son réquisitoire le représentant du Ministère public a requis 10 ans de prison ferme contre B. H., 8 ans contre A. B., 5 ans contre D. A. et 2 années fermes contre O. A. après délibération, les trois premiers accusés ont été reconnus coupables par le tribunal criminel qui leur accordé de circonstances atténuantes et a condamné B. H à 3 années de réclusion criminelle, A. B à 18 mois de prison ferme, D. A à une année de prison avec sursis. O. A. a été déclaré non coupable et a bénéficié de l'acquiescement.

CARAVANE "HIVER CHAUD" À CHLEF Distribution d'une centaine d'aides à des familles nécessiteuses de Taouegrit

Une centaine d'aides ont été attribuées, lundi, à des familles nécessiteuses de la commune de Taouegrit, à 68 km au nord-ouest de la wilaya de Chlef, dans le cadre de la caravane "Hiver chaud", lancée dernièrement par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

"Ce lot d'aides (couvertures, literie et produits alimentaires de base), a été repartit à raison de 80 unités destinées à des familles nécessiteuses du village Ouled El Hadj Kherroubi, et une vingtaine pour la Zaouia Chaâbnia, comptant près de 80 élèves", a indiqué à l'APS, le directeur des affaires religieuses de la wilaya, Lhadj Hadjadj.

Cette action de solidarité, présidée par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, en compagnie du wali Messaoud Djari, a, également, englobé, la distribution d'une trentaine de colis de la Zakat, d'une valeur de 6000

chaque, dans le cadre des efforts de renforcement des liens de solidarité dans la société.

Cette opportunité a, aussi, donné lieu à l'ouverture, de la première mosquée, depuis l'indépendance, devant abriter la prière du vendredi au niveau du village Ouled El Hadj Kherroubi.

Une initiative fortement saluée par la population locale, qui a estimé que l'ouverture de cette mosquée "permettra, également, de répandre les préceptes de la Charia, tout en luttant contre l'ignorance et l'analphabétisme".

Il s'agit là de la 2ème campagne de solidarité du genre, lancée par le secteur dans la wilaya, après celle de janvier dernier, ayant permis la distribution de 400 aides à des familles nécessiteuses de trois communes, à savoir Sbaouedja, Taouegrit et Beni Bouatab.

ONU/FEMMES

Appel à la mise en œuvre «complète et efficace» du Programme d'action de Beijing

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé, lundi, les Etats membres à accélérer la mise en œuvre «complète et efficace» du Programme d'action adopté lors de la Conférence mondiale sur les femmes, tenue il y a 25 ans à Beijing.

Intervenant à l'ouverture de la 64^{ème} session de la Commission de la condition de la femme (CSW64) à New York, M. Guterres a appelé à concrétiser les engagements pris à Beijing pour parvenir à l'égalité des sexes et réaliser l'autonomisation des femmes.

La réunion d'ouverture du CSW64 a eu lieu au siège des Nations-Unies, mais la Commission a dû reporter le reste des travaux de la session, qui devait s'étaler initialement sur 11 jours (9 au 20 mars), en raison de l'épidémie de coronavirus.

L'ensemble des conférences et activités parallèles qui étaient prévus dans le cadre de cette session ont également été annulés.

La CSW 64 a lieu un quart de siècle après la Conférence mondiale sur les femmes qui a été organisée en septembre 1995 dans la capitale chinoise.

A l'issue de cette conférence, deux documents (la Déclaration et le Programme d'action de Beijing) ont été adoptés pour réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, partout dans le monde.

«La vision de Beijing n'a été que partiellement réalisée», a constaté le chef de l'ONU, rappelant que les femmes sont toujours sous-représentées dans les parlements et que les inégalités de salaire hommes-femmes persistent.

«Nous vivons dans un monde dominé par les hommes avec une culture dominée par les hommes et nous avons fait ainsi depuis des millé-



naires», a relevé M. Guterres, affirmant que cela doit «tout simplement changer». Certains Etats ont également fait un bond en arrière en matière de politiques de lutte contre les violences faites aux femmes, a déploré le Secrétaire général, constatant par ailleurs que la santé sexuelle et reproductive est loin d'être universelle. «Nous devons repousser ce recul», a-t-il dit. De son côté, le président de l'Assemblée générale des Nations-Unies, Tijjani Muhammad-Bande, a déploré que le changement a été lent pour la plupart des femmes et des filles dans le monde et, à cet effet, «la société dans son ensemble est en

déclin». «Aucun pays ne peut prétendre avoir atteint l'égalité des sexes», a dit M. Muhammad-Bande.

«Ne vous y trompez pas : il est essentiel que nous intégrions l'égalité des sexes dans tout notre travail si nous voulons atteindre chacun des Objectifs de développement durable», a souligné le président de l'Assemblée générale.

«Nous ne pouvons tout simplement pas exclure 50% de la population.

Il est de la responsabilité de chacun de respecter notre engagement de ne laisser personne de côté», a-t-il ajouté.

TIBET - SÉISMES

Aucune victime signalée à la suite de séismes au Tibet



Aucune victime n'a été signalée à la suite de trois séismes, dont un de magnitude 5,0, survenus mardi dans un district de la région autonome du Tibet (sud-ouest de la Chine). Le séisme de magnitude 5,0, dont l'épicentre a été localisé à 32,84 degrés de latitude nord et 85,52 degrés de longitude est, a secoué mardi à 2h12 le district de Gerze de la préfecture d'Ali, selon le Centre du réseau sismique de Chine.

Le district a ensuite été frappé par un séisme de magnitude 3,7 et un autre de magnitude 3,4.

Sonam Daje, chef adjoint du bureau des affaires civiles du district, a déclaré qu'une enquête préliminaire n'avait fait état d'aucune victime ou maison effondrée, selon un bilan établi mardi à 10h00.

«L'épicentre est proche d'un village à Gerze.

La plupart des habitants dormaient au moment où les séismes se sont produits, et les secousses n'ont pas été fortement ressenties par les habitants du district», a indiqué Hu Haibo, directeur du bureau de réduction de la pauvreté du district.

Gerze est le plus grand district de la préfecture d'Ali spécialisé dans l'élevage et se situe à une altitude de plus de 4.500 mètres.

MIGRATION - ENFANCE

L'Unicef déplore la hausse exponentielle d'enfants migrants traversant une zone dangereuse du Panama

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a déploré la hausse exponentielle d'enfants migrants ayant traversé la région du Darién, une zone de jungle et de marais dangereuse située à la frontière entre la Colombie et le Panama, s'inquiétant que le nombre de ces enfants a été multiplié par sept pour atteindre près de 4.000 en 2019 par rapport à 522 l'année d'avant.

Au total, près de 24.000 personnes de plus de 50 nationalités, dont 16% d'enfants, ont traversé cette zone dangereuse en 2019, a fait savoir l'Unicef dans un communiqué, précisant que près de la moitié des enfants avaient moins de 6 ans.

Les migrants provenaient de plus de 50 pays différents, dont l'Inde, la Somalie, le Cameroun, la République démocratique du Congo et le Bangladesh, indiqués l'agence onusienne, dont les chiffres sont basés sur les données des services nationaux de migration.

L'Unicef met en garde ainsi contre les graves risques auxquels sont confrontés les enfants migrants et leurs familles qui font ce périlleux voyage, qu'il s'agisse du non-accès à l'eau potable, en passant par les animaux dangereux, les vols, les abus et l'exploitation. «L'augmentation spectaculaire du nombre d'enfants migrants qui transitent par la région du Darién souligne la nécessité urgente de prendre des mesures pour protéger ces enfants et garantir leur accès aux services essentiels tels que les soins de santé, l'eau et l'hygiène», a déclaré le Représentant de l'Unicef pour le Panama, Kyungsun Kim, cité dans le communiqué.

«Cela nécessite des efforts coordonnés et renforcés de la part des gouvernements et des acteurs humanitaires sur le terrain pour répondre au flux d'enfants en mouvement et à leurs besoins», a-t-il préconisé.

Selon l'Unicef, les migrants arrivant au Panama après avoir traversé la région du Darién sont reçus à la station d'accueil des migrants de La Peña dans l'une des provinces les moins développées du pays.

Is sont ensuite transportés par les autorités de migration vers le centre d'accueil de Los Planes dans la province de Chiriqui à la frontière avec la Costa Rica. La plupart continueront vers le nord, dans l'espoir d'atteindre les Etats-Unis ou le Canada.

APS

Au Mexique, contre la violence, une journée sans femmes

A Mexico, les femmes ont déserté lundi les rues, les transports en commun et les bureaux afin de protester contre les féminicides qui ensanglantent le pays.

C'est la première fois qu'une telle action est menée au Mexique où, selon des chiffres officiels, au moins 1.006 femmes ont été victimes en 2019 d'une violence qui ne faiblit pas.

En février, le meurtre d'une fillette de 7 ans qui avait subi des violences sexuelles, ainsi que celui d'une jeune femme de 25 ans tuée sauvagement par son partenaire, avaient déclenché l'indignation des groupes féministes.

Dans la capitale, le spectacle est pour le moins inhabituel: très peu de femmes au volant ou marchant sur les larges avenues, pas de serveuses dans les cafés et les restaurants, pas d'enseignantes dans

des écoles qui sont pour beaucoup restées fermées.

«Parents, le personnel féminin se joint à cette grève nationale des femmes», pouvait-on lire sur une pancarte accrochée à l'extérieur d'un de ces établissements.

Les infirmières en revanche étaient à leur poste lundi dans les hôpitaux, contrairement aux vendeuses de tacos, qui n'ont pas ouvert leurs kiosques, surtout dans le métro où les employés du nettoyage étaient aussi absentes.

«Dans certaines stations de métro, ce sont des hommes qui travaillent et remplacent des employées», a indiqué Jesus Aguilar, chef de la station de métro Zocalo.

Sur l'avenue Eje Central, au centre-ville, la plupart des commerces qui sont tenus par des femmes sont restés fermés. Ailleurs, les

femmes qui avaient choisi de travailler arboraient un ruban ou un vêtement violet, en solidarité avec la lutte des femmes contre la violence.

Les quotidiens les plus importants du pays affichaient des Unes violettes.

Les espaces dédiés aux chroniqueuses étaient vides ou remplis de la phrase «Un jour sans elles».

Les informations radio-phoniques et télévisées du matin n'ont été présentées que par des hommes.

Les employées de banque n'étaient pas en reste.

Un tiers des succursales de Banamex ont ouvert, alors que seulement 40% des succursales de BBVA étaient en activité, rapporte le quotidien El Universal.

Lorsque cette «journée sans femmes» a été annoncée, les entreprises et les agences gouvernementales se sont empressées de faire

de 71 personnes ont été prises au piège.

Les premiers éléments de l'enquête montrent que des travaux de décoration étaient en cours dans le bâtiment au moment de l'accident.

Le propriétaire du bâtiment a été placé sous le contrôle de la police.

La construction du bâtiment, d'une superficie au plancher de 7.000 mètres carrés, avait commencé en 2013.

Il a été transformé en hôtel en 2018 et disposait de 66 chambres.

CHINE

Le bilan de l'effondrement d'un hôtel au Fujian s'alourdit à 18 morts

Le bilan de l'effondrement d'un hôtel survenu samedi soir dans la province du Fujian (est de la Chine) s'est alourdi à 18 morts hier matin, ont indiqué les autorités locales.

Un total de 59 personnes avaient été extraites des débris de l'hôtel Xinjia dans l'arrondissement de Licheng de la ville de Quanzhou mardi matin à 6h50.

Parmi elles, 18 sont décédées, a déclaré le siège des secours.

Au moment de l'incident, un total

SNAPO

Appel à accélérer l'élaboration de textes d'application pour accompagner la nouvelle loi sur la santé

Le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officines (SNAPO) a appelé, lundi à Alger, par la voix de son président, Messaoud Belambri, à accélérer l'élaboration de textes d'application pour accompagner la nouvelle loi sur la santé, une démarche susceptible d'aider les professionnels du secteur à organiser, voire promouvoir et encourager l'activité pharmaceutique.

Intervenant en marge de la 13e Conférence nationale du SNAPO, M. Belambri a souligné l'importance "d'accélérer l'élaboration et l'application des textes de loi devant accompagner la nouvelle loi sur la santé, publiée dans le journal officiel en juillet 2018 en ce sens où une telle démarche aiderait les professionnels de la santé à promouvoir et à encourager la production pharmaceutique, en sus d'organiser le marché nationale et d'assurer sa stabilité, notamment au vu des grandes perturbations enregistrées ces dernières années". Lesdits textes de loi permettront de prévenir une éventuelle pénurie de médicaments, a-t-il fait savoir, affirmant "la rupture de 200 types de médicaments, dont certains produits localement".

Les textes en question seront susceptibles de promouvoir le rôle de pharmacien-assistant en matière de formation d'autant qu'il s'agit d'un poste récemment créé, au titre de la nouvelle loi sur la santé, dans le but de résorber le chômage dans ce corps et d'élargir les activités du pharmacien d'officine dans le cadre de la même loi, notamment en termes de suivi du malade et d'éducation thérapeutique.

Concernant la gestion et l'organisation de l'utilisation des psychotropes dans la société et après la publication de la nouvelle loi relative à ce type de médicaments dans le journal officiel, M. Belambri a affirmé l'impératif d'accompagner cette législation, à travers la mise en place de mécanisme assurant la protection des professionnels de la santé. Quant à la prévention contre le coronavirus, l'intervenant a précisé que le corps des pharmaciens privés "est prêt à accompagner les autorités publiques dans tout ce qui intéresse la société", citant la distribution de 3000 affiches aux officines dans le cadre de la sensibilisation des citoyens".

JUMELAGE ENTRE HÔPITAUX À SÉTIF 30 interventions chirurgicales effectuées à Béni Ouertilène

Trente (30) interventions de chirurgie maxillo-faciale esthétique et réparatrice ont été effectuées par des médecins du centre hospitalo-universitaire, CHU-Mohamed-Saadna Abdennour de Sétif au profit de personnes atteintes de malformations au niveau de la face de la commune de Béni Ouertilène, a-t-on appris lundi auprès de la direction de wilaya de la santé.

Inscrite dans le cadre de l'accord de jumelage signé entre le CHU et l'établissement public hospitalier de cette commune, cette initiative a "pour objectif de permettre aux habitants des localités reculées d'accéder à des soins médicaux spécialisés et de renforcer la formation médicale continue par l'échange des expériences dans le domaine", a indiqué la chargée de communication à cette direction Ryma Bousoïr.

"Cette action évite aux patients des localités éloignées de se déplacer pour se soigner et permet de rattraper le déficit en médecins spécialisés dans ce type de chirurgie dans les structures sanitaires de ces localités", a-t-on encore noté. En janvier passé, 67 interventions ont été effectuées au niveau du service de chirurgie maxillo-faciale, réparatrice et esthétique du CHU "Mohamed-Saadna Abdennour" au bénéfice de malades de Sétif mais aussi des wilayas voisines dont Bordj Bou Arreridj et M'sila, selon les données obtenues auprès de ce service.

Le service qui dispose de 12 lits a effectué durant la même période 595 consultations d'urgence, 303 consultations spécialisées et 355 pansements spécialisés en rapport à des interventions chirurgicales sur la face, est-il indiqué.

CORONAVIRUS - ALGERIE Utilisation prochaine d'une nouvelle technique de dépistage aux postes frontaliers

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière Pr. Abderrahmane Benbouzid, a annoncé hier l'utilisation «prochainement» d'une nouvelle technique de dépistage du Coronavirus au niveau des postes frontaliers pour les voyageurs provenant de l'étranger.

La nouvelle technique permet, à l'issue d'un prélèvement sanguin, d'avoir des résultats en l'espace de 10 à 15 minutes, contrairement à la méthode en vigueur actuellement qui consiste à prendre un échantillon de gènes (secrétions nasopharyngées) et attendre 24 heures pour avoir les résultats», a fait savoir le Pr. Abderrahmane Benbouzid, dans un entretien accordé à l'APS, affirmant que la nouvelle méthode sera utilisée au niveau des postes frontaliers pour les voyageurs provenant de l'étranger.

Cette méthode permet d'avoir des résultats en un temps réduit pour les cas suspectés», a-t-il poursuivi, soulignant que les moyens employés pour cette technique seront réceptionnés «prochainement».

Pour rappel, l'Algérie avait enregistré, jusqu'à hier lundi, un total de 20 cas de corona virus transmis via des personnes provenant d'Europe.

Les personnes atteintes par ce virus qui ont été placées sous contrôle médical pour une durée de 14 jours à l'hôpital de Boufarik des maladies



infectieuses devront quitter l'établissement hospitalier au cours de cette semaine. Pour prévenir contre la propagation du Coronavirus, le président de la République avait consacré, lors du conseil des ministres tenu

dimanche dernier, un budget de 3,7 Mds Da pour l'acquisition du matériel médical et d'équipements nécessaires pour la protection des citoyens contre ce virus qui se propage dans plusieurs pays du monde.

M. BENBOUZID:

"Equipement en cours des nouvelles annexes de l'institut Pasteur pour assurer les tests de dépistage du Coronavirus"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a affirmé qu'après l'équipement de l'annexe d'Oran relevant de l'institut Pasteur (Alger), les annexes de Constantine, Ouargla et Tamanrasset seront «bientôt» prêtes à assurer les tests de dépistage du Coronavirus pour détecter d'éventuels cas pouvant survenir dans ces régions.

Dans un entretien accordé hier à l'APS, le ministre a déclaré: «les Pouvoirs publics ont décidé l'ouverture d'annexes régionales pour atténuer la pression sur le laboratoire



de référence relevant de l'institut Pasteur (Alger)», soulignant que «l'annexe d'Oran est fin prête, tandis

que les annexes de Constantine, Ouargla et Tamanrasset sont en cours d'équipement et seront

bientôt prêtes, outre le recours à un laboratoire privé à Sétif».

L'Algérie fera recours à un expert et chercheur algérien exerçant en Chine, ainsi qu'à une équipe d'experts chinois «disposant d'une nouvelle méthode et d'une grande expérience» dans ce domaine qui arrivera, la semaine prochaine, à Alger, a précisé le ministre. Les échantillons des nouveaux virus, qui n'étaient pas nombreux auparavant, étaient prélevés dans les régions où le virus apparaissait puis transférés au laboratoire de référence relevant de l'Institut Pasteur.

LAGHOUAT

Consultations médicales au profit des travailleurs étrangers de la zone industrielle de Hassi-R'mel

Des consultations et analyses médicales de dépistage d'éventuels cas de Coronavirus (Covid-19) ont été lancées à titre préventif au profit des travailleurs étrangers exerçant au niveau des entreprises opérant dans la zone industrielle de Hassi-R'mel (Laghouat), a-t-on appris hier de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Les résultats des consultations et analyses sur 560 ressortissants étrangers exerçant dans la région ont été «négatifs» et aucun cas suspect de cette épidémie n'a été relevé, a confirmé à l'APS le DSP de Laghouat, Imadeddine Mouad.

L'opération s'inscrit dans le cadre du plan du ministère de tutelle pré-

voyant des mesures préventives, avec le concours des différents services de sécurité et corps médicaux des entreprises industrielles à Hassi-R'mel.

Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, a, dans ce même cadre, donné des instructions pour mettre en place un dispositif médical et sécuritaire au niveau de l'aéroport de Hassi-R'mel, chargé du contrôle et de consultations des ressortissants étrangers, en plus de la préparation de salles de confinement au niveau de l'hôpital de Hassi-R'mel.

Par souci de prévention, des consignes ont été données aux travailleurs des entreprises implantées à Hassi-R'mel pour porter les masques médicaux de protection tout au long



de la journée et respecter les mesures préventives et d'hygiène nécessaires.

ÉPIDÉMIE CORONAVIRUS

GRANDE-BRETAGNE

British Airways annule tous ses vols de la journée vers l'Italie

La compagnie aérienne, British Airways, a annoncé hier avoir annulé tous ses vols de la journée vers l'Italie après le confinement de l'ensemble du pays en raison de l'épidémie de coronavirus.

Une porte-parole de la compagnie, citée par des médias, a confirmé l'annulation, indiquant que «tous les clients qui devaient voyager aujourd'hui (mardi) ont été contactés», sans donner de précision sur d'éventuelles annulations pour les prochains jours.

British Airways informe toutefois ses clients qui ont réservé des vols vers l'Italie entre mardi et le 4 avril qu'ils ont la possibilité de repousser leur voyage jusqu'à fin mai, de préférer voler vers Genève et Zurich ou d'être remboursés. Après la décision de l'Italie de confiner l'ensemble du pays pour tenter d'enrayer l'épidémie, le gouvernement britannique a recommandé d'éviter tous les voyages non essentiels vers l'Italie. De nombreuses compagnies aériennes européennes ont réduit drastiquement leur desserte de l'Italie en raison de la propagation du coronavirus dans le pays et de la chute de la demande. Le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, a appelé lundi soir tous les Italiens à



«éviter les déplacements» sur le territoire national pour endiguer l'épidémie de coronavirus et a ordonné une «interdiction de rassemblement».

Ces mesures ne prévoient toutefois pas «de limiter les transports publics,

afin de garantir la continuité» de l'activité économique «et de permettre aux gens d'aller travailler», a-t-il précisé. L'Italie a enregistré plus de 366 morts dus au coronavirus, selon le dernier bilan officiel publié dimanche.

FRANCE

2 députés contaminés au coronavirus

Deux députés français et un employé de l'Assemblée nationale ont contracté le coronavirus, a indiqué l'institution dans un communiqué de presse. Six autres personnes sont «prises en charge par les services de santé en vue d'un dépistage parmi lesquelles cinq députés et un agent», ajoute le communiqué.

L'épidémie du coronavirus s'est invitée jusqu'au cœur du Parlement français puisque l'Assemblée

Nationale recense désormais 3 contaminations confirmées et plusieurs cas suspects. Dans son communiqué de presse, l'organe parlementaire précise qu'une «députée est hospitalisée « tandis que le député Jean-Luc Reitzer se trouve dans un état grave, en réanimation.

La troisième personne contaminée est un employé de la buvette de l'assemblée nationale. A noter également que 4 employés du Palais Bourbon, ont «fait

l'objet d'un test négatif, parmi lesquelles trois membres du personnel et une collaboratrice». L'assemblée précise, enfin, que les travaux parlementaires seront interrompus en raison des élections municipales « du 9 mars au 22 mars inclus » et que «le nombre de personnes sur site sera fortement réduit du fait du départ des députés dans leur circonscription et des congés annuels».

Le dernier bilan officiel de l'épidémie de COVID-19

en France est de 1.412 cas confirmés dont 286 de plus en 24 heures, et de 25 décès, a annoncé Jérôme Salomon, directeur général de la Santé au ministère des Solidarités et de la Santé, lors d'un point presse lundi.

«En France, nous avons une évolution inéluctable vers une épidémie mais il demeure de nombreuses incertitudes (...) sur l'impact des mesures prises pour contenir la progression de l'épidémie», a-t-il indiqué.

ÉTATS-UNIS

5 élus américains exposés au coronavirus, dont plusieurs ont eu des contacts avec Trump

Cinq élus du Congrès américain étaient lundi en quarantaine volontaire, dont au moins deux républicains qui ont eu des contacts avec le président Donald Trump après avoir été exposés au coronavirus.

L'élue de la Chambre des représentants Matt Gaetz voyageait lundi même à bord de l'avion présidentiel Air Force One qui ramenait Donald Trump vers Washington. Il a signalé un peu plus tard avoir été exposé «il y a onze jours» à une personne qui a depuis subi un test positif au coronavirus. «Bien que l'élu ne ressent pas de symptômes, il a été testé aujourd'hui et attend des résultats bientôt», a écrit son équipe sur son compte Twitter. Il restera en quarantaine volontaire jusqu'à la fin de la

période conseillée de 14 jours. Un autre élu républicain de la Chambre, Doug Collins, qui avait rencontré Donald Trump vendredi, a lui-même annoncé lundi qu'il se mettait volontairement en quarantaine bien qu'il n'ait «aucun symptôme», parce qu'il avait été exposé au coronavirus fin février.

Doug Collins était juste derrière le président américain vendredi lors d'une visite officielle des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) américains à Atlanta, selon des images de l'AFP. Il aurait aussi serré la main de Donald Trump à l'occasion de ce déplacement, d'après certains médias. Les deux élus ont été exposés au virus lors d'une grande conférence conservatrice (CPAC), organisée du 26

au 29 février près de Washington. M. Trump et son vice-président Mike Pence avaient participé à cette conférence. C'est aussi lors de ce grand rendez-vous annuel des conservateurs que le sénateur du Texas et ancien candidat à la présidentielle de 2016 Ted Cruz, ainsi qu'un autre élu, Paul Gosar, avaient serré la main d'une personne porteuse du virus.

Ils ont annoncé dimanche soir se mettre en quarantaine volontaire, sans ressentir de symptômes. Une élue démocrate de la Chambre, Julia Brownley, a elle-même décidé de travailler à distance après avoir rencontré une personne porteuse du virus «la semaine dernière». Elle ne présente pas non plus de symptômes, a-t-elle indiqué.

Le Népal suspend l'octroi de visas à l'arrivée pour trois pays supplémentaires

Le gouvernement népalais a décidé d'ajouter la France, l'Allemagne et l'Espagne à sa liste des pays dont les ressortissants n'obtiendraient pas de visa à leur arrivée au Népal à titre temporaire, et ce, en raison du coronavirus, a annoncé le ministère népalais de l'immigration.

Selon le site web du ministère, le gouvernement népalais a décidé de suspendre temporairement le visa à l'arrivée pour les ressortissants de ces trois pays, à compter

de mardi et ce jusqu'à nouvel ordre. Récemment, le Népal avait suspendu son régime d'octroi de visas à l'arrivée à son territoire pour les ressortissants de cinq pays : la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Italie et l'Iran, qui sont touchés par le coronavirus.

En revanche, les ressortissants de ces huit pays ayant l'intention de visiter le Népal peuvent obtenir un visa à l'avance auprès des missions népalaises à l'étranger, a ajouté le ministère.

LIBAN

Premier cas de décès du nouveau coronavirus

Le Liban a enregistré hier son premier décès du nouveau coronavirus sur les 41 cas de contamination recensés, a confirmé un responsable du ministère de la Santé.

Il s'agit d'un Libanais de 56 ans qui était rentré d'Égypte et se trouvait dans un état «très critique» dans un hôpital gouvernemental à Beyrouth, a indiqué le responsable cité par des médias.

Le quinquagénaire, décédé dans la matinée, faisait partie de quatre cas critiques placés en quarantaine à l'hôpital Rafic Hariri.

Pour éviter une propagation du virus, les autorités libanaises ont ordonné la fermeture des crèches, écoles, universités et centres sportifs du pays jusqu'au 15 mars.

Elles ont aussi interdit d'entrée sur le territoire des voyageurs venant de Chine, d'Italie, d'Iran et de la Corée du Sud.

Lundi, le gouvernement a ordonné la suspension des concerts et des événements artistiques.

La municipalité de Beyrouth a également annoncé la fermeture des jardins publics.

De leur côté, quatre pays du Golfe, l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweït et Bahreïn ont suspendu à titre «temporaire» les vols en provenance et à destination du Liban.

Le président du Parlement européen décide d'exercer ses fonctions depuis son domicile

Le président du Parlement européen, David Sassoli, a annoncé hier avoir décidé «par précaution» d'exercer ses fonctions depuis son domicile bruxellois pendant 14 jours, après s'être rendu en Italie le week-end dernier.

«C'est pourquoi, après avoir été en Italie le week-end dernier, j'ai décidé, par précaution, de suivre les mesures indiquées et d'exercer ma fonction de président depuis mon domicile à Bruxelles, conformément aux 14 jours indiqués par le protocole sanitaire», a déclaré le responsable européen dans un communiqué mardi se tenant à Bruxelles une session plénière du Parlement européen réduite à une journée en raison du coronavirus.

Selon son entourage, le président du Parlement européen, qui s'est rendu à Rome, «ne présente aucun symptôme», et n'est pas allé dans les zones les plus touchées par l'épidémie du coronavirus, Covid-19. «C'est un moment délicat pour nous tous», a indiqué David Sassoli. «Le Parlement continuera à travailler pour exercer ses fonctions. Aucun virus ne peut bloquer la démocratie», a-t-il ajouté. David Sassoli avait ouvert lundi, avant l'annonce des mesures italiennes, la session plénière du Parlement européen. Initialement prévue de lundi à jeudi à Strasbourg, la session a été exceptionnellement délocalisée à Bruxelles et réduite en raison du coronavirus.

L'Iran annonce 54 nouveaux décès

L'Iran a annoncé hier le décès de 54 personnes supplémentaires infectées par le nouveau coronavirus, le plus lourd bilan en une journée depuis le début de l'épidémie dans ce pays, l'un des plus touchés au monde.

Ce nouveau bilan porte à 291 le nombre de personnes tuées par le Covid-19 en Iran, a indiqué le porte-parole du ministère de la Santé, Kianouche Jahangour, lors d'une conférence télévisée. Il a ajouté que 881 nouveaux cas avaient été confirmés, ce qui porte le total des infections à 8.042 cas.

SURVEILLANCE DU CŒUR Quels examens clés et pour qui ?

Palpitations, syncopes, troubles du rythme cardiaque, douleur thoracique... Le cardiologue dispose d'examens simples pour explorer le cœur en cas de symptômes. Ils contribuent à poser des diagnostics précis de plus en plus tôt.

L'électrocardiogramme

Réalisé au cabinet du médecin généraliste ou cardiologue, il enregistre pendant quelques minutes les impulsions électriques du cœur par le biais d'électrodes placées au niveau des poignets, des chevilles et de la poitrine. Il permet de détecter certaines anomalies cardiaques (troubles du rythme ou de la conduction électrique, défauts d'oxygénation du cœur). « C'est un point d'appel pour aller plus loin en cas de résultats anormaux », résume la cardiologue Claire Moulier-Véhier, chef du service de médecine vasculaire et hypertension artérielle au CHRU de Lille.

Pour qui ? Il devrait être systématiquement fait à tous les sportifs de haut niveau (enfants compris) et à tous les plus de 50 ans, surtout s'ils sont sédentaires et se (re)mettent au sport, ou s'ils ont des facteurs de risque cardiovasculaires (tabagisme, hypertension artérielle, obésité abdominale...). Il est également conseillé aux femmes qui souhaitent prendre un traitement hormonal de la ménopause.

L'échographie cardiaque

L'échocardiographie visualise en temps réel et en mouvement, le cœur, ses parois et ses valves. Idéal pour détecter un trouble de la contraction du cœur ou une anomalie de ses valves, une hypertrophie du muscle ou une malformation cardiaque. Lorsqu'elle est couplée au doppler, elle permet d'étudier, en plus, la circulation du sang dans le cœur et les gros vaisseaux.

Pour qui ? Cet examen est souvent demandé en cas de signes évoquant une atteinte cardiaque (souffle au cœur, douleurs thoraciques, essoufflement, malaise...).

Le Holter ECG

Le Holter ECG permet de dépister les troubles du rythme ou de la conduction qui surviennent épisodiquement au cours du temps. C'est un électrocardiogramme miniature.

Les électrodes placées sur le thorax sont reliées par un câble à un enregistreur portable qui enregistre les impulsions électriques du cœur sur 24 heures ou 48 heures. Pour qui ? Cet examen est indiqué lorsqu'un symptôme peut être dû à une anomalie du rythme ou de la conduction cardiaque (syncope, malaise, palpitations nocturnes).

L'épreuve d'effort

C'est l'examen idéal pour révéler un trouble du rythme ou de la vascularisation du cœur (ischémie) qui n'apparaît qu'à l'effort. Un électrocardiogramme 12 dérivations est complété à un exercice physique d'intensité progressive, sur un vélo statique ou un tapis roulant.

Ce test se déroule toujours à l'hôpital ou en clinique avec un cardiologue, une infirmière spécialisée et du matériel de réanimation à proximité.

Chez la femme, on lui préfère souvent l'échographie de stress qui conjugue une échographie cardiaque à une stimulation du cœur, soit par l'effort, soit par la perfusion d'un médicament.

Pour qui ? L'épreuve d'effort est habituellement proposée aux plus de 50 ans qui ont des facteurs de risque multiples d'insuffisance coronaire (hypercholestérolémie, hypertension, tabac, sédentarité, stress, diabète, obésité, ménopause...), en cas de signes évocateurs d'insuffisance coronaire (douleur thoracique ou essoufflement à l'effort, notamment) et chez les sportifs.



Anesthésie : certains patients se réveillent durant une opération

Le phénomène est suffisamment rare pour ne pas s'inquiéter sur la table d'opération. Mais quand il se produit, il peut causer un vrai traumatisme chez les patients concernés. Avez-vous déjà réveillé que vous vous réveillez en pleine opération et que vous entendez les bruits des instruments chirurgicaux ? Hélas, ce scénario cauchemardesque a déjà été vécu par quelques patients (malchanceux). Les anesthésistes du Collège royal des anesthésistes et de l'association des anesthésistes de Grande-Bretagne et d'Irlande quantifient le phénomène de réveil malgré l'anesthésie générale dans une étude. Ils ont passé au scalpel plus de 3 millions d'opérations réalisées pendant un an dans les deux pays. Les résultats ont été de quoi affoler les phobiques de l'hôpital : 390 cas de réveils pendant l'opération malgré l'anesthésie ont été comptabilisés. Cela représente grosso modo un cas tous les 19 000 interventions. Si les réveils se produisent pour la plupart au début ou avant



la fin de l'intervention chirurgicale, 41 % peuvent donner lieu à un traumatisme sur le long terme. Les personnes ayant été victimes décrivent des expériences de peur panique, de douleur, de choc ou encore d'incapacité à communiquer tout en étant paralysé.

90 % des réveils se déclenchent après avoir administré au patient une combinaison de médicaments tels qu'un décontractant musculaire (pour paralyser les muscles pendant l'opération) et d'autres médicaments qui font perdre conscience. Une erreur de dosage peut aussi être à blâmer, un traitement insuffisant pouvant laisser le patient paralysé sans réussir à l'endormir.

Le Dr Tim Cook, un des auteurs de l'étude, cité par la BBC, insiste sur le fait que ces réveils restent rares. Mais "ce rapport doit permettre aux anesthésistes d'être plus attentifs à la prévention des épisodes de "conscience" pendant les opérations".

L'allaitement maternel protège les bébés prématurés des troubles intestinaux graves

Les bébés prématurés ont besoin d'une protéine présente dans le lait maternel pour limiter les risques de développer des troubles intestinaux graves, selon une nouvelle enquête scientifique américaine.

Une protéine, la NRG4 (neuréguline-4), présente uniquement dans le lait maternel permettrait de protéger les enfants de troubles digestifs dangereux comme l'entérocolite nécrosoante (EN) en particulier chez le bébé prématuré, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *American Journal of Pathology*.

Le lait maternel protège l'intestin des bébés

L'entérocolite nécrosoante est une maladie qui touche les bébés prématurés et qui se caractérise par l'apparition de lésions dans l'intestin. Elle représente 8 à 12 % des infections néonatales des prématurés. Et, un bébé sur 3 atteint de cette pathologie décèdera prématurément. "Le lait artificiel est un facteur de risque connu de la maladie", rappelle l'auteur principal de l'étude, le Pr Mark R. Frey, de l'hôpital de Los Angeles pour enfants.

Les chercheurs de l'hôpital pour enfants de Los Angeles ont mené des études in vitro (en laboratoire) et in vivo sur des animaux. Des rongeurs aux cellules infectées par la maladie ont été protégés par la protéine NRG4 que l'on trouve dans le lait maternel. Elle a empêché la perte de cellules intestinales de Paneth, qui protègent contre les dommages microbiens.

Les résultats de cette étude suggèrent que le lait maternel, permet à l'enfant de protéger son intestin encore immature des infections. "Si un bébé nourri artificiellement rencontre une infection intestinale, il est à risque accru de lésion intestinale et de décès", explique le Pr Mark R. Frey.

"Le lait maternel est l'aliment idéal pour les nouveau-nés et les nourrissons. En effet, il apporte tous les nutriments nécessaires à leur développement et contient des anticorps qui les protègent de maladies courantes telles que la diarrhée et la pneumonie, les deux premières causes de mortalité de l'enfant dans le monde", rappelle l'Organisation Mondiale de Santé (OMS) qui recommande sur son site "l'allaitement au sein exclusif du nourrisson jusqu'à l'âge de six mois" et de "poursuivre ensuite jusqu'à l'âge de deux ans au moins, en l'associant à une alimentation de complément qui convienne".

Mangez du poisson pour bien entendre

Vous pouvez ajouter la perte d'audition à la longue liste des troubles que l'on peut prévenir en mangeant du poisson. Les oméga-3 du poisson limitent les risques de presbycousie.

On savait déjà que manger du poisson permet de prévenir la maladie d'Alzheimer et que le poisson est préférable à la viande si l'on veut éviter certaines formes de cancers. Voilà qu'une nouvelle étude publiée dans l'*American Journal of Clinical Nutrition* nous incite à nouveau à mettre du poisson à nos menus si l'on veut continuer à bien entendre.

Selon cette étude, dirigée par le Dr Sharon Curhan, de l'École de médecine de Harvard, il y aurait un lien entre la consommation de deux ou plusieurs portions de poisson par semaine et une diminution du risque de perte d'audition.

Les chercheurs ont analysé les dossiers médicaux de plus de 65 000 femmes inscrites dans l'étude Nurse's Health Study. Pendant vingt ans, ces femmes ont répondu à diverses questions portant notamment sur leur audition et sur leur régime alimentaire. Les femmes qui déclaraient manger du poisson comme le saumon, le thon en conserve, ou du flétan, au moins deux fois par semaine étaient



parmi celles qui souffraient le moins de presbycousie, une perte d'audition liée à l'âge.

Selon le Dr Sharon Curhan, c'est sans doute parce que la consommation d'aliments à longue chaîne oméga-3 comme les poissons gras, pourrait contribuer à une meilleure circulation san-

guine dans l'oreille. "La circulation du sang dans l'oreille interne doit être très bien réglée pour répondre à ses besoins énergétiques importants" explique le médecin dans le magazine *Time*. Toutefois, l'étude ne portant que sur les femmes, on ne sait pas encore si cet avantage sur l'audition

est le même chez les hommes. Il est déjà bien établi qu'une alimentation riche en oméga-3 est particulièrement bénéfique pour le cœur. Le maintien d'une bonne circulation sanguine semble être la clé qui permet de conserver un cœur et une ouïe en bonne santé.

A petites doses, les oméga 3 réduiraient le nombre de crises chez les épileptiques

Une nouvelle étude américaine affirme que de faibles doses quotidiennes d'oméga 3 permettraient de réduire la fréquence des crises épileptiques.

Une équipe du département de Neurologie de l'Université de Californie a trouvé un nouveau moyen de réduire la fréquence de crises épileptiques, chez les patients qui ne répondent plus aux traitements médicamenteux : ingérer quotidiennement une petite dose d'oméga 3. Présents dans les poissons gras et les huiles végétales, ainsi que sous forme de complément alimentaire, les oméga 3 pourraient en effet réduire le nombre de crises épileptiques chez les personnes atteintes de cette maladie.

La fréquence des crises réduite de plus de 30 %

Pour leur étude, les scientifiques ont fait appel à 24 participants épileptiques, sur qui les traitements médicamenteux ne faisaient plus effet. Chaque patient était soumis à trois types de compléments alimentaires, dont chacun devait être pris 10 semaines consécutives et séparés de 6 semaines. L'expérience comprenait un complément contenant une



faible dose d'oméga 3 (3 fois par jour, soit 1,08mg/jour), un complément à haute dose d'oméga 3 (six fois par jour, soit 2,16

mg/jour), et un complément ne contenant que du placebo. L'étude a alors montré que le plus petit nombre de crises (12 par

mois) était observé lorsque les patients prenaient le complément à faible dose d'oméga 3. La prise du complément à haute dose d'oméga 3 se traduisait par 17 crises par mois, alors que le placebo était synonyme de 18 crises par mois.

Ainsi, la prise du complément contenant une faible dose d'oméga 3 se traduisait par une baisse de 33,6% du nombre de crises d'épilepsie. D'autre part, deux des 24 patients n'eurent aucune crise lors de la prise de cette même faible dose. Une explication des chercheurs résiderait dans le fait que les oméga 3 auraient en effet possédés la pression sanguine et donc sur le risque cardio-vasculaire, très élevé et synonyme de crises chez les personnes épileptiques. « Si notre étude requière une confirmation par d'autres travaux, l'ampleur de l'effet de faibles doses d'oméga 3 sur la fréquence des crises épileptique est la même que les traitements médicaux antiépileptiques. » se réjouissent les chercheurs.

CRISE LIBYENNE

Le Congrès de la jeunesse libyenne met en avant les efforts de la diplomatie algérienne pour le règlement de la crise libyenne

Le Congrès de la jeunesse libyenne a mis en avant, à la clôture de ses travaux tenus à Tunis, les efforts diplomatiques intenses consentis par l'Algérie pour mettre fin à la guerre entre les Libyens.

Les participants ont salué dans le communiqué final du congrès qui a duré deux jours sous l'égide de l'Organisation Internationale pour la Protection de la Jeunesse (OIJ), «la position sage et fraternelle de l'Algérie qui a œuvré dans le silence par le biais d'une diplomatie intense pour éloigner le spectre de la guerre entre les enfants de la Libye». Les congressistes qui a vu la présence de représentants de villes libyennes, toute obédience confondue, ont également mis en exergue les positions des pays voisins ainsi que leurs efforts considérables pour assurer la sécurité des frontières notamment dans cette conjoncture sensible que traverse la Libye.

Les participants à ce congrès, organisé en coordination avec l'Organisation mondiale de Sécurité anti-corruption (OMSAC) présidée par l'Algérien Mourad Mazar, ont exprimé aussi leur rejet catégorique de «tout diktat ou ingérence dans les affaires internes de la Libye en vue d'influencer sur l'intégrité territoriale, populaire et sécuritaire de ce pays».

Ils se sont félicités des actions engagées par toutes les instances, en tête desquelles l'ONU pour faire taire les armes en Libye et mettre en place un cessez-le-feu «durable et solide dans le but d'instaurer une paix inclusive basée sur la justice entre les frères libyens dans le cadre de l'Etat de droit et d'institutions incluant tout le territoire libyen et garantissant les droits de toutes les minorités, tribales ou politiques».

Les congressistes ont insisté sur la nécessité de créer un Haut conseil de la jeunesse avec la participation de l'ensemble des villes libyennes «permettant aux jeunes de s'acquitter d'un rôle pivot en terme d'édification des institutions à travers un processus électoral libre et démocratique».

SAHARA OCCIDENTAL

Le Front Polisario salue le Mouvement de solidarité italien pour son soutien continu au peuple sahraoui

La représentante du Front Polisario en Italie, Mme Fatma Mahfoud, a salué les efforts récemment déployés par le Mouvement de solidarité italien avec le peuple sahraoui et la ferme détermination dont il a fait preuve pour continuer à soutenir et sensibiliser à sa juste cause, malgré des risques et des défis posés par la terrible propagation du coronavirus dans toute l'Italie.

De plus, la diplomate sahraouie, citée lundi par l'Agence SPS, a salué «le courage du Mouvement de solidarité pour son interaction permanente et continue avec la lutte du peuple sahraoui», rappelant que le Mouvement a envoyé récemment «des délégations dans les camps de réfugiés pour des actions humanitaires afin de soulager les réfugiés sahraouis en lançant plusieurs projets importants pour l'autosuffisance en eau potable, nutrition, agriculture, santé et éducation». «La délégation italienne a également fourni une assistance aux personnes ayant des besoins spéciaux dans les camps

sahraouis», a-t-elle encore rappelé, soutenant que «ces initiatives reflètent les liens solides entre les deux peuples, les Sahraouis et les Italiens». D'autre part, Mme Mahfoud a confirmé que le programme de travail du Mouvement de solidarité italien avec le peuple sahraoui est «toujours en cours», en particulier en ce qui concerne la planification de projets de coopération et la discussion des moyens de fournir une assistance humanitaire au peuple sahraoui et sa juste cause dans plusieurs domaines, exprimant dans le même contexte, «sa gratitude pour la position courageuse».



BURKINA FASO:

43 civils tués dimanche dans plusieurs attaques dans le Nord

Quarante-trois villageois ont été tués dimanche au cours de plusieurs attaques dans des localités du nord du Burkina Faso, a annoncé lundi le gouvernement dans un communiqué. Des sources locales précisent qu'il s'agit d'attaques de groupes d'autodéfense en représailles aux actions terroristes. «Dimanche, des attaques ont été perpétrées dans les villages de Dingoula et Barga situés dans la commune de Barga, province du Yatenga (Nord). Le bilan provisoire fait état de 43 victimes», selon le ministre de la Communication Remis Fulgance Dandjinou. Des sources locales, indiquent qu'il s'agit de villages où vivent majoritairement des Peuls, souvent accusés d'être proches des terroristes. «Les

blessés, au nombre de six, ont été référés au Centre hospitalier régional de Ouahigouya où ils sont pris en charge. Les Forces de Défense et de Sécurité ont été immédiatement déployées sur les lieux pour sécuriser les villages attaqués», a précisé le ministre Dandjinou.

Le ministre n'a pas fait référence aux groupes d'autodéfense ou aux les communautés peules. «Le Gouvernement condamne avec la plus grande fermeté cette attaque odieuse (...). Le Procureur du Faso près le Tribunal de Grande instance de Ouahigouya a par ailleurs été saisi (...) tout est mis en oeuvre pour ramener le calme et la sérénité dans les villages touchés», a-t-il dit. Les ministres

chargés de la Défense nationale et de l'Administration territoriale ont été envoyés «sur les lieux pour apporter le réconfort du gouvernement aux populations meurtries et faire le point de la situation».

«Ce sont des groupes d'autodéfense qui agissent en représailles aux attaques terroristes», a indiqué une source locale, confirmant la version donnée par d'autres sources locales. Le nord du Burkina est en proie à de fréquentes attaques terroristes. A l'instar du Mali, du Niger du Nigeria et même de la Côte d'Ivoire, les tensions dégénèrent périodiquement en violences entre communautés agricoles et Peuls éleveurs, souvent nomades, présents dans toute l'Afrique de l'Ouest.

CÔTE D'IVOIRE

Le Parlement ivoirien autorise la modification du projet de révision de la Constitution



Les sénateurs et les députés ivoiriens ont adopté lundi à Yamoussoukro, la recevabilité d'un projet de révision de la Constitution avec 225 voix pour, 83 voix contre et quatre abstentions. Le Congrès, rassemblé à la Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro, s'est prononcé sur deux projets de lois, le premier portant sur l'adoption de la résolution fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Congrès, et le second sur la révision de la Constitution. Le deuxième vote portant sur l'autorisation de la modification de la Constitution, a enregistré 225 voix pour, 83 voix contre et quatre abstentions, tandis que le premier ayant trait aux règles régissant le Congrès ressort 255 voix

pour, 65 voix contre et 11 abstentions. Les deux chambres du parlement ivoirien comptent 355 sièges avec 255 pour l'Assemblée nationale (basse chambre) et 100 pour le Sénat (haute chambre). Le gouvernement a adopté vendredi, en Conseil, un projet de loi de révision 2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, au lendemain de l'annonce du chef de l'Etat Alassane Ouattara de ne pas briguer un 3e mandat présidentiel. Des leaders de l'opposition ivoirienne qui saluent le retrait de M. Ouattara dans la course à la présidentielle d'octobre 2020, craignent cependant un «tripatouillage» de cette Constitution au profit de la coalition au pouvoir.

OUGANDA/RDC

L'Ouganda intensifie la sécurité des frontières avec la RDC après l'attaque d'une unité militaire

L'armée ougandaise a déclaré lundi avoir renforcé la sécurité le long de la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC) suite à une attaque contre une unité militaire qui a fait trois morts parmi les soldats et 17 du côté des agresseurs vendredi dernier. L'armée a intensifié les patrouilles frontalières après que certains éléments congolais et ré-

sidents locaux en Ouganda ont mené une attaque contre cette unité dans le district de Zombo (nord-ouest), a indiqué dans un communiqué le lieutenant-colonel Deo Akiiki, porte-parole adjoint de l'armée ougandaise. «Nous avons intensifié nos opérations sur toute la frontière avec la RDC et appelons les wananchi (civils) à continuer de collaborer avec les

forces de sécurité pour maintenir nos frontières et nos peuples en sécurité», a déclaré M. Akiiki.

Selon l'armée ougandaise, ce sont quelque 80 civils ougandais armés d'arcs, de flèches, de pangas (machettes) et de lances, induits en erreur par des éléments congolais, qui ont effectué cette attaque. L'armée a procédé à l'arrestation de 26 personnes suite à cet incident.

ETATS-UNIS/SOUDAN

Washington condamne fermement la tentative d'assassinat du Premier ministre soudanais

Les Etats-Unis ont condamné dans les termes les plus fermes possibles l'attaque qui a visé lundi le convoi du Premier ministre soudanais Abdalla Hamdok à Khartoum, tout en réitérant leur soutien ferme au gouvernement de transition dirigé par les civils au Soudan. «Nous continuons de suivre la situation de près et sommes prêts à aider le gouvernement soudanais dans la mesure du possible», a déclaré dans un communiqué la porte-parole du département d'Etat, Morag Ortagus. Les Etats-Unis «soutiennent fermement» le gouvernement de transition dirigé par des civils au Soudan. «Nous sommes avec lui et le peuple soudanais dans leur quête de paix, de sécurité, de prospérité, de démocratie et d'égalité», a-t-elle ajouté. Le Premier ministre soudanais a été



visé lundi par une tentative d'assassinat mais il se porte bien et a été transporté dans un lieu sûr, selon la télévision d'Etat. Une bombe a explosé lors du passage du convoi de M. Hamdok au niveau de la zone de «Kober», au nord-est de la capitale soudanaise, ont indiqué les médias locaux et des témoins.

CRISE MIGRATOIRE/SYRIE

Discussions à Istanbul le 17 mars

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé hier que la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron se rendront le 17 mars à Istanbul pour des discussions sur les migrants et la Syrie.

«Nous allons nous réunir à Istanbul la semaine prochaine, mardi (17 mars)», a déclaré M. Erdogan, cité par l'agence de presse Anadolu. Le chef du gouvernement britannique, Boris Johnson, pourrait également être présent, selon le chef de l'Etat turc. Les dirigeants de l'Union Européenne (UE) ont exhorté lundi Ankara à respecter les termes d'un accord visant à éloigner les migrants des frontières européennes, lors d'une conversation «franche» avec le président turc Erdogan, venu à Bruxelles réclamer du soutien.

M. Erdogan, qui demande plus de soutien face à la situation en Syrie, avait décidé d'ouvrir ses frontières au passage des migrants et des réfugiés pour faire pression sur les pays européens. Ankara juge cependant insuffisante l'aide octroyée pour la prise en charge de quatre millions de migrants et de réfugiés, principalement Syriens, qu'elle accueille depuis des années.

Des milliers de migrants, qui tentent de rejoindre l'Union, sont depuis regroupés à la frontière gréco-turque. Les autorités grecques ont annoncé jeudi que plus de 1700 migrants étaient arrivés sur les îles grecques, venant s'ajouter aux 38000 déjà présents qui sur-peuplent les camps de réfugiés dans des conditions de plus en plus précaires.

L'afflux de migrants vers la Grèce a réveillé en Europe la crainte d'une nouvelle crise migratoire semblable à celle qui a secoué le continent en 2015.

Accord sur les migrants et réfugiés: les engagements que l'UE n'ont pas été respectés (Ankara)

Quatre ans après l'accord du 18 mars 2016 conclu entre la Turquie et l'Union Européenne (UE) concernant les migrants et les réfugiés syriens, les engagements de l'UE n'ont toujours pas été remplis, selon Ankara.

L'accord promet, entre autres, la libéralisation des visas aux citoyens turcs, ainsi qu'un soutien financier pour l'accueil des réfugiés syriens en Turquie, et une révision de l'union douanière. L'UE avait alors déclaré que «la mise en œuvre tous les pays membres de la feuille de route pour la libéralisation des visas pour les citoyens



turcs sera accélérée pour être achevée au plus tard fin juin 2016. La Turquie prendra toutes les mesures nécessaires pour satisfaire aux exigences restantes».

L'UE a énuméré 72 critères comme conditions à remplir par la Turquie. Jusqu'à présent, il ne reste plus que six critères à remplir par Ankara, dont l'un est considéré comme très controversé par la partie turque. Pour Bruxelles, la Turquie doit réviser sa «législation et ses pratiques en matière de terrorisme conformément aux normes européennes» afin d'approuver la libéralisation en des visas pour les citoyens turcs.

Pendant, la Turquie s'attend à ce que l'UE soit plus indulgente à l'égard de ce critère, en particulier après la tentative de coup d'Etat avortée du 15 juillet 2016.

Par ailleurs, en contrepartie de l'aide financière et l'accueil des réfugiés sur le sol turc, l'UE devait mettre en place le programme de réinstallation volontaire des réfugiés. Il n'a jamais vu le jour. A propos de l'aide financière, sur les 6 milliards d'euros promis, moins de 3 milliards ont été versés. L'UE avait promis de verser en deux étapes, la totalité des six milliards promis avant la fin de l'année 2018, mais jusqu'à présent, la Turquie n'a même pas reçu la moitié de ce montant promis pour venir en aide aux réfugiés syriens en Turquie. L'accord UE/Turquie promet également la relance du processus d'adhésion de la Turquie, le processus est dans l'impasse, aucun nouveau chapitre n'a été ou-

vert depuis le 30 juin 2016. Bruxelles a profité des tensions liées aux explorations énergétiques de la Turquie en Méditerranée orientale pour arrêter les pourparlers de haut niveau avec Ankara, a indiqué l'agence de presse turque Anadolu.

Dans le cadre du même accord avec la Turquie, l'UE s'était engagée à moderniser l'union douanière, mais Bruxelles reste réticente à respecter cet engagement également. La Commission européenne a été chargée par le Conseil européen de relancer le processus de modernisation de l'union douanière avec la Turquie. Un accord a été conclu entre les deux parties sur un rapport définissant le cadre des négociations, mais rien n'a bougé depuis.

En outre, le programme de réinstallation volontaire des réfugiés n'a jamais vu le jour. L'UE devait mettre en place le programme de réinstallation volontaire des réfugiés pour accueillir une partie des 3,5 millions de Syriens vivant en Turquie, mais ce n'a pas été fait. Le flux migratoire vers l'Europe a diminué de 97% grâce à la Turquie, selon Anadolu. L'accord, et son application par la partie turque, a empêché la perte de nombreuses vies humaines, mais a également considérablement réduit le nombre de traversées en mer Egée. Depuis la signature de l'accord, le flux migratoire vers l'Europe a diminué de 97%. Selon les chiffres officiels des Nations Unies, le nombre de personnes ayant traversé la Mer Egée en 2015 était de plus de 856 mille. En 2018, il n'était que de 32 494.

RUSSIE:

Les députés examinent les amendements constitutionnels

Les députés russes examinaient, mardi, en deuxième lecture les amendements constitutionnels voulus par le président, Vladimir Poutine, selon des sources concordantes. Les révisions voulues devraient être adoptées par la Douma à une majorité écrasante. Elles concernent à la fois le système politique, des garanties socio-économiques et des valeurs sociétales conservatrices portées par le président russe. Annoncée par M. Poutine en janvier, cette première révision de la Constitution depuis son adoption en 1993 est aussi largement considérée comme une manière de préparer l'après-2024, date où son dernier mandat présidentiel s'achèvera.

«Nous proposons des amendements non pas pour cinq ou 10 ans, mais au moins pour 30 ou 50 ans», a indiqué M. Poutine. Visant par exemple à renforcer plusieurs prérogatives présidentielles et à prôner le rôle du Conseil d'Etat, un organe jusqu'ici consultatif, ces amendements constitutionnels ont déjà été adoptés à l'unanimité par les députés en première lecture en janvier.

Vladimir Poutine a soumis depuis 24 pages supplémentaires qui sont débattues depuis mardi. Ces amendements «ont ce dont nous avons besoin aujourd'hui», a proclamé le président de la Douma, Viatcheslav Volodine. Une troisième et dernière lecture pourrait avoir lieu dès mercredi, et le texte serait alors envoyé le jour même pour approbation au Conseil de la Fédération, la chambre haute du Parlement. Le texte dans son ensemble sera soumis ensuite à un «vote populaire» des Russes, le 22 avril prochain.

NICARAGUA

Plus de 100.000 personnes ont quitté le pays en deux ans

Plus de 100.000 personnes ont quitté le Nicaragua depuis que le pays connaît une crise politique depuis avril 2018, a indiqué hier le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

«Les étudiants, les défenseurs des droits humains, les journalistes et les agriculteurs nicaraguayens continuent de fuir leur pays à un rythme moyen de 4.000 personnes par mois», portant à plus de 100.000 les personnes ayant fui le pays depuis le début de la crise, a déclaré une porte-parole du HCR, Shabia Mantoo, lors d'une conférence de presse à Genève (Suisse). «Aucune résolution de la crise interne n'étant en vue, le HCR s'attend à ce que ces chiffres augmentent», a-t-elle ajouté. Le Nicaragua, dirigé par Daniel Ortega, traverse une grave crise politique depuis avril 2018. Une première contestation contre une réforme de la sécurité sociale s'est transformée en une vague de manifestations réclamant le départ du président accusé d'avoir instauré une «dictature corrompue», ainsi que des élections anticipées.

Le pays est en outre plongé dans une profonde récession économique. La majorité des exilés s'enfuient au Costa Rica, qui en accueille quelque 77.000 personnes.

Un peu plus de 8.000 ont fui au Panama, 3.600 au Mexique, 9.000 autres en Europe et 5.100 dans d'autres pays, selon le HCR, qui a recensé au total 103.600 réfugiés et demandeurs d'asile nicaraguayens dans le monde.

APS

PRIMAIRES DÉMOCRATES :

Joe Biden aborde en favori son premier duel avec Sanders

L'ancien vice-président américain, Joe Biden, dont les débuts de campagne pour les primaires démocrates avaient été difficiles, abordait hier son premier duel avec son rival, Bernie Sanders, en favori, selon des médias locaux. Arrivé en tête en Caroline du Sud, puis dans dix des 14 Etats du «Super Tuesday» il y a une semaine, M. Biden engrange depuis les ralliements et s'envole

dans les sondages. Il disposait lundi d'une avance de 16 points sur le sénateur socialiste Bernie Sanders qui prône une «révolution politique», selon une moyenne des enquêtes d'opinion réalisée par le site RealClearPolitics. Hier, les électeurs démocrates de six Etats, parmi lesquels le Michigan occupe une place de choix, sont appelés à les départager dans un scrutin qui pourrait conforter

la dynamique en faveur de Joe Biden.

Cet Etat industriel de la région des Grands Lacs, durement frappé par la crise de l'automobile, avait toutefois donné tort aux sondages, en offrant la victoire à Bernie Sanders face à l'ancienne secrétaire d'Etat Hillary Clinton lors de la primaire démocrate de 2016.

Le sénateur socialiste, qui accuse un retard de 22,5 points

en moyenne sur Joe Biden dans le Michigan, mise sur un réseau de bénévoles tout acquis à sa cause pour y créer de nouveau la surprise. Pour redonner de l'élan à sa campagne, il lui faudrait aussi raffler la mise dans l'Etat de Washington, où les électeurs semblent incertains, et peut-être dans l'un des quatre autres Etats en jeu: Dakota du Nord, Idaho, Mississippi, Missouri.

BELGIQUE

Formation du gouvernement : la mission du duo Dewael-Laruelle prolongée

Le Roi Philippe de Belgique a prolongé lundi la mission de Patrick Dewael et de Sabine Laruelle, respectivement présidents de la chambre des représentants et du Sénat, chargés de «prendre les contacts politiques nécessaires» en vue de former un nouveau gouvernement fédéral qui peine à se concrétiser depuis le scrutin du 26 mai dernier. «Le Roi a chargé Monsieur Dewael et Madame Laruelle de continuer à prendre les initiatives nécessaires en vue de la mise sur pied rapide d'un gouvernement» qui «s'attellera en priorité à répondre aux problèmes urgents auxquels notre

pays doit faire face», a indiqué le Palais Royal dans un communiqué. Patrick Dewael et Sabine Laruelle, reçus en audience au Palais pour remettre au Roi un rapport intermédiaire de leur mission, devront rendre leur rapport final «au plus tard le 16 mars», selon la même source. Les deux chargés de mission royaux, qui sont les sixièmes depuis les élections du 26 mai 2019, avaient été désignés le 19 février dernier en vue de «prendre les contacts politiques nécessaires permettant la mise en place d'un gouvernement de plein exercice». Le libéral flamand Patrick Dewael

et la libérale francophone Sabine Laruelle prenaient alors le relais au Chrétien-démocrate Koen Geens qui, comme ses prédécesseurs, n'était pas parvenu à trouver des pistes de convergences avec les partis impliqués dans les négociations pour sortir le pays de l'impasse politique actuelle, et a fini par démissionner. M. Geens avait imputé la responsabilité de cet échec en particulier au parti socialiste francophone (PS), dominant dans le sud de la Belgique, qui «ne veut pas d'une coalition» avec les nationalistes flamands de la N-VA, en tête dans le nord.

USA

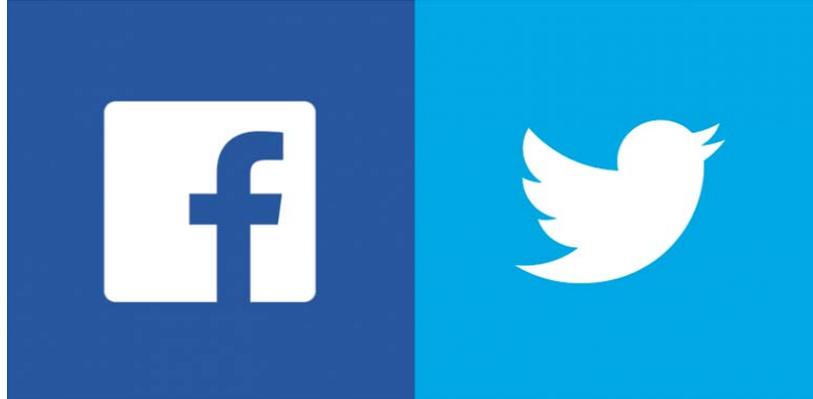
Facebook et Twitter agissent contre une vidéo tronquée de Biden partagée par Trump

Facebook et Twitter ont signalé comme «fausse» ou «manipulée» une vidéo de Joe Biden, candidat à l'investiture démocrate, partagée par Donald Trump, dans le cadre de leurs mesures contre la désinformation.

Le contenu, un montage vidéo qui donne l'impression que Joe Biden soutient le président américain, a été étiqueté comme «en partie faux» sur Facebook et comme un «manipulé» sur Twitter. A l'approche de la présidentielle américaine, les deux réseaux sont au cœur du débat sur l'attitude à adopter face aux tentatives de désinformation politique. Facebook a ainsi choisi de donner carte blanche à tous les candidats (locaux ou nationaux), pour leurs messages ou leurs publicités, dans la limite des règles générales (contre la nudité, les risques de violence physique ou encore les fausses informations sur le déroulement d'un scrutin).

Le réseau social dominant part du principe qu'il revient au public et à la société civile d'évaluer les propos des politiques. Mais il est intervenu cette fois-ci parce que cette vidéo trompeuse avait été mise en ligne avant que Donald Trump ne la partage.

«Des vérificateurs indépendants ont évalué cette vidéo comme «en partie fautive», donc nous réduisons sa diffusion et affichons du contexte pour les personnes qui la voient, qui essaient de la partager ou l'ont déjà partagée», a expliqué un porte-parole de la plateforme. Facebook a développé «Third party fact-checking», programme de vé-



rification par des médias. Avec ce programme, qui a démarré en décembre 2016, Facebook rémunère une soixantaine de médias à travers le monde, généralistes ou spécialisés, pour l'utilisation de leurs «fact-checks» sur sa plateforme et sur Instagram. Si une information est diagnostiquée comme fautive ou trompeuse par l'un de ces médias, les utilisateurs sont moins susceptibles de la voir apparaître dans leur fil d'actualité. Twitter a de son côté banni les publicités à caractère politique. Début février, la plateforme des gazouillis a en-

tre annoncé se lancer dans la lutte contre les contenus «manipulés»: des montages photo, vidéo ou audio qui visent à tromper le public ou risquent de nuire à des personnes, en incitant à la violence ou en portant atteinte à leur liberté d'expression.

Le réseau, très utilisé par Donald Trump, avait indiqué que ces mesures s'appliqueraient à tous, y compris à ses utilisateurs politiques, à partir du 5 mars. La vidéo postée par Dan Scavino, responsable des réseaux sociaux à la Maison Blanche, montre Joe Biden dé-

clarant à une foule «Nous allons forcément réélire Donald Trump».

Le président américain a ensuite partagé ce montage, qui avait été vu plus de 6 millions de fois lundi. L'ancien vice-président de Barack Obama parlait en réalité de la nécessité pour le parti démocrate de mettre fin aux attaques internes et de s'unir à l'issue des primaires. «Nous allons forcément réélire Donald Trump si nous restons dans cette logique de peloton d'exécution entre nous», a-t-il dit lors d'un discours de campagne dans le Missouri.

ESPACE

La Chine teste une sonde martienne pour une mission en 2020

La Chine a achevé un test de sonde pour une mission d'exploration de la planète Mars en 2020, a annoncé hier le Centre de contrôle aérospatial de Pékin.

Le test du réseau sans fil est la seule répétition terrestre conjointe entre le centre de mission et l'engin spatial. Selon le centre, le test n'a pas été affecté par le coronavirus, et le personnel technique travaille pour assurer le succès de la mission. La première mission chinoise d'exploration de Mars aura lieu en 2020. Cui Xiaofeng, chef de l'équipe de la mission, a indiqué que le contrôle du vol spatial serait difficile et plein de défis, alors que la sonde mettra près de sept mois pour se poser sur la planète Mars. Plusieurs pays ont révélé des plans pour lancer des missions de sonde vers Mars cette année.

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

LIVRE

Révision des mécanismes de gestion des manifestations culturelles

La ministre de la Culture, Malika Bendouda a indiqué, lundi, lors d'une rencontre avec les professionnels du livre que ses services procédaient à la révision des mécanismes de gestion des manifestations culturelles agréées en Algérie suivant une nouvelle approche outre le soutien aux bibliothécaires.

"Une régulation de ces manifestations s'impose notamment en ce qui concerne la gestion qui sera accompagnée par le ministère de la Culture", considère la ministre qui précise que "certains commissaires et organisateurs de festivals ont été à l'origine de manquements dans la gestion par manque d'expérience". La majorité des commissaires des festivals culturels seront remplacés pour accompagner les professionnels de manière à raviver l'esprit de ces festivités et leur assurer plus d'efficacité. Concernant la situation déplorable des bibliothèques, Mme Bendouda estime qu'outre leur appui, le défi consiste à chercher les moyens et voies d'ouvrir de nouvelles bibliothèques, en impliquant les bibliothécaires professionnels, mettant l'accent sur "la nécessité d'encourager la vente des livres tout au long



de l'année et pas uniquement durant le Salon international du livre".

Exposant la situation des bibliothèques et du livre en Algérie devant la ministre, les professionnels, notamment des bibliothécaires et des éditeurs ont évoqué notamment la classification des bibliothèques et l'appui de la participation algé-

riennes dans les salons internationaux et la facilitation de l'exportation du livre algérien".

Mme Bendouda a souligné que sa principale démarche est d'instaurer une politique culturelle nouvelle, précisant que les rencontres seront périodiques avec les acteurs culturels pour s'enquérir de près de

la réalité culturelle.

Les acteurs culturels seront impliqués dans toute décision culturelle, selon la première responsable du secteur. Mme Bendouda a mis l'accent sur l'impératif de promouvoir le volet Traduction, soulignant qu'il s'agit d'un "projet d'Etat dont la réalisation exige réflexion et travail".

PHOTOGRAPHIE

Inauguration de l'exposition "La femme dans la société touareg"



Une exposition de photographies dédiée à la femme touarègue, son rôle social et sa place dans les fêtes populaires dans la région du Tassili N'Ajjer a été inaugurée dimanche à Alger par le photographe Sid Ahmed Menasria.

Organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) à la villa Dar Abdeltif, cette exposition d'une trentaine de clichés, intitulée "La femme dans la société touareg" est organisée à l'occasion de la Journée internationale des femmes. L'objectif du photographe a saisi l'occasion de la fête de la Sbiba (classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco) pour capter la beauté des costumes traditionnels, des bijoux artisanaux et des tatouages au henné dont se parent les femmes pour célébrer cet événement.

Sid Ahmed Menasria met en exergue, avec des portraits, les nombreuses musiciennes qui officient pendant cette fête ancestrale, organisée chaque année dans le lit de Oued Djanet, et continuent à initier les plus jeunes pour perpétuer cette tradition.

En plus des photos des doyennes des ksours de Djanet, l'artiste propose des portraits d'enfants de la région et des clichés immortalisant les majestueuses danses touareg ainsi que les différentes étapes de la Sbiba, une fête populaire annuelle parmi les plus importantes chez les Touareg. Sid Ahmed Menasria expose également des clichés d'enfants pris dans les écoles traditionnelles d'enseignement du Coran.

Une collection de photographies est aussi consacrée à l'architecture des ksours, des constructions traditionnelles adaptées au climat de la région, intégrant des matériaux locaux et réutilisables qui en font un habitat écologique. Né en 1966 à Alger, Sid Ahmed Menasria est un artisan céramiste qui s'est découvert une passion pour la photographie et le patrimoine culturel algérien.

Il a déjà participé à nombreux événements dédiés à la photographie à travers l'Algérie. "La femme dans la société touareg" est visible jusqu'au 21 mars à la villa Dar Abdeltif.

LITTÉRATURE

Le poète allemand Durs Grünbein reçoit en Pologne le prix littéraire Herbert

Le poète allemand Durs Grünbein a reçu l'édition 2020 du prix littéraire Herbert, créé en hommage au poète et philosophe anticommuniste polonais Zbigniew Herbert, a annoncé lundi sa fondation à Varsovie.

L'un des poètes, essayistes et traducteurs majeurs d'Allemagne d'aujourd'hui, né en 1962 à Dresde (alors en Allemagne de l'Est), Grünbein partage sa vie entre Rome et Berlin. Dans son pays natal, il est considéré comme le poète de la réunification par excellence.

«Il a grandi dans l'ex-Allemagne de l'Est. L'expérience du communisme, de sa grisaille, d'une existence quotidienne dans un pays de démocratie populaire est particulièrement visible dans les premiers ouvrages poétiques», a souligné le poète Tomasz Rozycki, président d'un jury international, en annonçant le nom du lauréat. Mais surtout, «comme Herbert, en permanence, il entre en dialogue avec ses grands prédécesseurs, avec la culture classique eu-



ropéenne, principalement la culture européenne antique. Il a traduit Eschyle et Sénèque.

Dans sa poésie, on tombe souvent sur ses conversations avec Spinoza, avec des philosophes et poètes grecs, avec Pascal et Descartes... Et malgré ce bagage, il s'agit d'une poésie très

moderne», a ajouté M. Rozycki. Présenté pour le prix Nobel de littérature en 1991, Herbert avait été une voix puissante du combat de la Pologne pour son indépendance, menacée par ses voisins de l'Est et de l'Ouest. Il est mort en 1998. Le prix Herbert est doté de 50.000 dollars américains.

CINÉMA

Le film d'animation «En avant» prend la tête du box-office nord-américain

Le film d'animation «En avant» s'est emparé ce week-end de la tête du box-office nord-américain mais son démarrage n'est pas à la hauteur des performances habituelles de Disney/Pixar, selon les chiffres définitifs publiés lundi par la société spécialisée Exhibitor Relations. Alors que l'industrie du cinéma craint de subir l'impact de l'épidémie de coronavirus, ce film familial, qui suit les tribulations de deux frères elfes, a engrangé 39,1 millions de dollars de recettes de vendredi à dimanche dans les salles obscures américaines et canadiennes.

Un chiffre relativement décevant pour Disney/Pixar, mais suffisant pour détrôner «Invisible

Man» de la première place. Adapté du célèbre roman de H.G. Wells, le film, bien accueilli par la critique, recule d'un rang, avec 15,1 millions de dollars (52,7 millions en deux semaines) Il devance une autre nouveauté, «The Way Back», dans lequel une ancienne star de basket-ball interprétée par Ben Affleck prend en main la destinée d'une équipe scolaire en difficulté.

Ce drame sportif a récolté 8,2 millions de dollars ce week-end, légèrement mieux que les 7,7 millions de «Sonic», le long-métrage dédié au héros du groupe japonais de jeux vidéo Sega (140,5 millions en cinq semaines).

La cinquième place revient, avec 6,8 millions de dollars de re-

cettes (57,2 millions en trois semaines), à «L'Appel de la forêt», libre adaptation du roman classique de Jack London, dans lequel joue Harrison Ford.

Voici le reste du Top 10:

- 6- «Emma»: 4,8 millions de dollars (6,7 millions depuis sa sortie il y a trois semaines),
- 7- «Bad Boys For Life»: 3 millions (2 millions en huit semaines),
- 8- «Birds of Prey»: 2,1 millions (82,5 millions en cinq semaines),
- 9- «My Hero Academia 2»: 2 millions (12,9 millions en deux semaines)
- 10- «Impractical Jokers: The Movie»: 1,8 million (9,7 millions en trois semaines).



VOILE / ALGÉRIE - FORMATION : 2 stages fin mars à Alger-Plage

La Fédération algérienne de voile (FAV) a annoncé hier qu'elle compte "organiser deux formations en cette fin de mois de mars, à l'École nationale des sports nautiques et subaquatiques d'Alger-Plage", en application de son programme de développement de la discipline.

La plus importante des deux sera probablement la formation en Race Management, destinée aux arbitres nationaux, qui se déroulera du 28 au 30 mars, sous la direction des instructeurs Hocine Lali et Lyès Maza.

Pour ce qui est de la deuxième formation, elle concerne la manipulation de la nouvelle plateforme de gestion des licences en voile, qui a été récemment élaborée, et qui selon la même source "sera fonctionnelle dans les tous prochains jours".

La FAV a instruit les candidats intéressés par la formation en Race Management de confirmer leurs engagements avant la date butoir du 26 mars.

VOLLEY / COUPE D'ALGÉRIE (MESSIEURS - 1/4 DE FINALE): Choc entre le GS Pétroliers et le NR Bordj Bou-Arréridj

Le match GS Pétroliers (tenant) - NR Bordj Bou-Arréridj constituera l'affiche des quarts de finale de la Coupe d'Algérie de volley-ball, seniors messieurs, dont le tirage au sort a été effectué hier au siège de la Fédération algérienne de la discipline (FAVB).

Un autre quart de finale mettra aux prises deux pensionnaires de la Super-Division, à savoir l'ES Tadjenanet et le NC Béjaïa, alors que les deux représentants de Chlef, le POC et le CRBC, défieront deux clubs de l'élite, respectivement l'ES Sétif et le WA Tlemcen. La FAVB n'a pas communiqué les dates des quarts de finale.

Quarts de finale :

GS Pétroliers (tenant) - NR Bordj Bou Arréridj
CRB Chlef - WA Tlemcen
ES Tadjenanet - NC Béjaïa
PO Chlef - ES Sétif

Demi-finales :

Vainqueur (GSP-NRBB) - Vainqueur (POC-ESS)
Vainqueur (EST-NCB) - Vainqueur (CRBC-WAT).

TENNIS / TOURNOI ITF DE MONASTIR : L'Algérienne Ibbou débutera contre une Allemande

L'Algérienne Ines Ibbou sera opposée à l'Allemande Franziska Sziedat au premier tour du tableau final d'un tournoi international de tennis qui se déroule du 10 au 15 mars sur des courts en surface rapide à Monastir (Tunisie), selon le programme de compétition dévoilé hier par les organisateurs.

Un match qui devrait être à la portée de l'Algérienne de 21 ans, tête de série n°8 de cette compétition à 15.000 USD, car elle occupe le 150e rang mondial au classement de la Fédération internationale de tennis (ITF), alors que l'Allemande de 19 ans n'est que 1103e.

En double, Ibbou a choisi de faire équipe avec la Néerlandaise Merel Hoedt, et pour leur premier match, elles seront opposées à un tandem italo-suisse, composé de Giulia Crescenzi et Nicole Gardient. La compétition a drainé la participation de certaines joueuses relativement assez bien classées sur le plan mondial, notamment la Française Lou Brouleau, qui occupe le 22e rang chez l'ITF et le 383e chez les professionnelles de la World Tennis Association (WTA).

APS

JM ORAN-2021 : Nécessité d'impliquer les athlètes de renom dans la promotion de la 19^e édition

Le recours aux services des athlètes connus sur les scènes nationale et internationale pour contribuer à la promotion des Jeux Méditerranéens (JM) est un facteur important dans le succès de cet événement, prévu à Oran en 2021, ont estimé hier les intervenants, lors de la deuxième et dernière journée du séminaire algéro-britannique sur les échanges des expériences dans l'organisation des grandes manifestations.

"Il s'agit là également d'un des atouts que les organisateurs devront prendre en charge, tout en mettant les moyens financiers nécessaires pour ratisser large dans ce registre", a estimé l'expert anglais, Ege-men Onen, dans sa communication intitulée : "la communication, pour une meilleure visibilité et promotion des événements sportifs".

A ce propos, le conférencier a rappelé que l'actuel directeur général du comité d'organisation des JM d'Oran, Salim Iles, avait lui-même participé à la promotion des JM d'Izmir (Turquie) en 2014.

Il a également mis en exergue la nécessité de suivre un plan de communication précis basé sur des règles de marketing de haute facture.

Cet expert, qui a contribué à l'organisation de plusieurs événements sportifs de taille à travers le monde, a relevé que jusqu'à présent la promotion de la 19^e édition des JM n'a pas atteint sa vitesse de croisière, notamment à l'échelle internationale, d'où, a-t-il estimé, "la nécessité de redoubler d'efforts dans ce sens, en cherchant en particulier à drainer des sponsors et des partenaires à même d'aider à mettre les gros moyens financiers pour promouvoir les jeux un peu partout dans le monde".

L'orateur a également préconisé l'implication de toutes les villes du pays dans la promotion de l'événement.

Dans une deuxième



conférence, le même expert a évoqué un autre volet non moins important relatif aux retombées économiques, culturelles, touristiques et autres sur la ville d'Oran une fois les jeux terminés.

A ce propos, il a rappelé que la ville de Londres avait créé une agence spécialement pour la préservation de l'héritage physique des JO, organisés dans la capitale du Royaume Unis en 2012.

Pour cet expert, "l'exploitation des équipements sportifs utilisés lors des JM par le large public oranais devrait être effective car il s'agit de l'un des objectifs escomptés par l'organisation de cet événement devant avoir également des retombées sociales sur le citoyen à travers l'amélioration de son cadre de vie".

Le Directeur général de l'aménagement du territoire et son attractivité au niveau du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Madjid Sâada, a souligné, pour sa part, la

nécessité des JM d'Oran "une plate-forme pour attirer le maximum d'investisseurs grâce à un plan de marketing devant rendre très visibles les potentialités de la ville dans tous les domaines".

En outre, il a estimé que "les sommes colossales mobilisées par les pouvoirs publics pour l'organisation d'un événement méditerranéen de haute facture devraient permettre un retour d'investissement efficace et des retombées tangibles sur la population oranaise".

Par ailleurs, les événements sportifs constituent également une aubaine pour promouvoir le tourisme local des pays organisateurs.

Ce fut le cas pour Londres lors des JO 2012, comme l'avait indiqué Oran Edwards, du "British Council".

Sa communication avait porté sur "le rôle des événements sportifs sur le plan culturel et touristique".

Le conférencier a notamment mis l'accent sur l'ac-

compagnement des JO par le conseil culturel de Londres, "une expérience dont doit s'inspirer la ville d'Oran pour promouvoir les traditions et valeurs culturelles de l'Algérie en général et sa région en particulier", a-t-il estimé.

"De telles activités permettront de créer une nouvelle dynamique culturelle et touristique dans la région", a estimé M. Edwards, indiquant qu'il s'agit là d'un des objectifs assignés à la 19^e édition des Jeux Méditerranéens, prévus du 26 juin au 5 juillet 2021.

Le séminaire algéro-britannique a été organisé par le Ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, en coordination avec l'Ambassade de la Grande Bretagne en Algérie, ainsi que le comité national de l'organisation des JM, rappelle-t-on.

La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence des autorités locales ainsi que de l'ambassadeur de Grande Bretagne en Algérie.

CROSS-COUNTRY / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2020 : L'Algérie présente avec 16 athlètes à Lomé

Seize athlètes (13 messieurs et 3 dames) représenteront l'Algérie aux prochains Championnats d'Afrique de Cross-country, prévus le 8 avril à Lomé (Togo), a-t-on appris hier de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA).

Il s'agit de Hamza Hadjlaoui et Amina Bettiche chez les seniors.

Abdelkader Mechiche, Hamdani Benahmed, Hamza Amraoui, Wail Bourahli, Walid Naâm et Hachem Merrad chez les juniors (garçons), au moment où Ghania Rezzik sera la seule représentante algérienne chez les juniors/filles.

Idem chez les cadettes, où la Direction technique nationale n'a retenu qu'une seule représentante, en l'occurrence Rokaïa Mouici, alors que chez les garçons, le nombre d'athlètes sélectionnés est de six, à savoir : Yazid

Dalla, Abderrahmane Daoud, Khaled Ouakide, Oussama Tanem, Mamar Abdeldjalil Dahmani et Yasser Touahir.

Pour peaufiner leur préparation avant le départ à Lomé, les sélections algériennes effectueront un stage bloqué du 12 au 30 mars, au Centre de préparation "El Bez" de Sétif.

Pour établir cette liste, la Direction technique nationale (DTN) s'est basée uniquement sur les résultats du Championnat National, disputé le 29 février dernier à Oran, d'où l'absence de certaines figures importantes, comme Rihame Sennani et Kenza Dahmani chez les seniors/dames, ainsi que Taleb Ayoub chez les juniors/garçons.

Des athlètes qui avaient fait preuve d'une meilleure régularité pendant les Challenges nationaux, disputés



en début de saison, mais le fait d'être passés à côté pendant le National d'Oran leur a été fatal, car la DTN s'est basée uniquement sur cette compétition, pour établir la liste des éléments qui allaient représenter les couleurs nationales à Lomé.

CAN-2021 (QUALIFICATIONS) ALGÉRIE : Bedrane convoqué pour la double confrontation face au Zimbabwe

Le défenseur central algérien de l'ES Tunis Abdelkader Bedrane a été convoqué par le sélectionneur national Djamel Belmadi pour la double confrontation face au Zimbabwe, prévue les 26 et 29 mars dans le cadre des 3e et 4e journées des qualifications de la CAN-2021, a annoncé lundi le club pensionnaire de Ligue 1 tunisienne de football.

Rétabli d'une blessure musculaire, l'ancien joueur de l'USM Blida et de l'ES Sétif a repris la compétition vendredi dernier, lors de la réception des Egyptiens du Zamalek (1-0), comptant pour les quarts de finale (retour) de la Ligue des champions d'Afrique.

Bedrane (27 ans) avait rejoint l'EST en 2019 pour un contrat de trois ans en provenance de l'ES Sétif. L'équipe nationale recevra d'abord le Zimbabwe le jeudi 26 mars à Blida (20h30), avant de se déplacer en Afrique du Sud pour défier les "Warriors", le dimanche 29 mars (15h00). A la veille de la 3e journée, l'Algérie caracole en tête du groupe H avec 6 points, devant le Zimbabwe (2e, 4 pts). Le Botswana pointe à la 3e place avec 1 point, alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point.



LIGUE 1 : Un match huis clos pour le MC Alger (LFP)

Le MC Alger a été sanctionné d'un match à huis clos «pour utilisation et jet de fumigènes» (3ème infraction) lors de sa dernière rencontre perdue contre le CA Bordj Bou Arreridj (0-3) comptant pour la 21ème journée du championnat de ligue 1, a indiqué lundi la Ligue de football professionnel (LFP).

Outre cette sanction, le MC Alger devra payer une amende de 200.000 DA.

Avec cette sanction, le MCA accueillera le NC Magra samedi prochain à 17h45 au stade 5 juillet pour le compte de la 22e journée, sans la présence du public.

D'autre part, la commission de discipline a infligé un (1) match de suspension à l'entraîneur de la JS Saoura, Ighil Meziane pour «contestation de décision» lors du match contre le MC Oran (1-1) joué jeudi à Oran pour le compte de la

21ème journée du championnat de ligue 1.

Ighil sera interdit de terrain et de vestiaires lors du prochain match face au CA Bordj Bou Arreridj.

Enfin la commission a convoqué pour audition le joueur du WAT M'barek Sofyane et l'arbitre assistant Kechida Boualem pour la séance du 12 Mars 2020 à 11h00.

FINANCEMENT DES CLUBS PROFESSIONNELS : Réactivation d'un Compte spécial d'affectation (FAF)

Un représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a évoqué lundi, lors d'une réunion FAF-clubs, la réactivation d'un CAS (Compte spécial d'affectation) pour soulager les clubs professionnels, dont la majorité sont confrontés à une crise financière, rapporte la Fédération algérienne de football (FAF).

«Le représentant du MJS a éclairé l'assistance sur les dispositions qu'entreprendraient les pouvoirs publics, notamment en matière de financement des clubs, en s'appuyant sur la réactivation d'un CAS pour donner une bouffée d'oxygène aux clubs, avant d'entreprendre d'autres mesures durables et viables», a indiqué la FAF sur son site.

L'annonce a été faite lors

de la réunion tenue au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), entre le président de la FAF Kheireddine Zetchi et les présidents des clubs professionnels, en présence du président de la Ligue de football professionnel (LFP) Abdelkrim Medouar et de celui de la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF), Réda Abdouch.

Deux points ont été inscrits à l'ordre du jour de cette très attendue réunion : la licence du club professionnel pour la saison 2020-2021 et la mise à niveau du management des sociétés sportives par actions (SSPA), précise l'instance fédérale.



«Après l'intervention du président de la FAF Kheireddine Zetchi et du président de la DCGF Réda Abdouch, c'était au tour de quelques représentants des organismes accompagnateurs de s'exprimer sur les missions et le rôle qu'ils auront pour accompagner les clubs, non seulement dans l'assainissement de la situation organisationnelle, administra-

tive et financière, mais aussi dans la perspective d'une certification ISO 9001», souligne la FAF.

Avant d'enchaîner qu'au cours du débat ouvert à

cette occasion, «les présidents et directeurs généraux de clubs se sont exprimés sur la situation du professionnalisme, celle de leurs clubs respectifs, sur leur adhésion à la démarche de la FAF et des étapes à venir, pour tenter de faire sortir le projet de professionnalisation du football national de la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui».

ANGLETERRE (DIV. 2) : Benrahma nominé au titre de meilleur joueur du mois

L'attaquant international algérien de Brentford, Saïd Benrahma, a été nommé pour le trophée de joueur du mois du championnat d'Angleterre de football (Championship, 2e Div.), après s'être distingué au mois de février en inscrivant 5 buts.

Benrahma (24 ans) est en lice en compagnie de Cauley Woodrow (Barnsley), Tom Lawrence (Derby County), Lukas Jutkiewicz (Birmingham City), Luke Ayling (Leeds United) et le gardien de but Christian Walton (Brighton/Hove Albion).

L'ancien Niçois a été déjà nommé pour le trophée du meilleur joueur de l'année de Championship, aux «London Football Awards», récompensant les meilleurs footballeurs évoluant au sein des clubs londoniens.

Benrahma a également débuté le mois de mars de la plus belle des manières en délivrant cette semaine deux passes décisives lors de la large victoire de son équipe face à Sheffield (5-0), portant à huit le nombre de ses offrandes.

A Brentford avec lequel son contrat court jusqu'en 2022, l'enfant d'Aïn Témouchent est devenu l'une des pièces maîtresses, contribuant grandement à la 4e place que son équipe occupe en Championship, synonyme de barrages d'accession.

En sélection nationale, Saïd Benrahma avait honoré sa première sélection en septembre 2015 sous l'ancien sélectionneur français Christian Gourcuff qui l'avait retenu dans une liste de 22 joueurs dans le cadre des matchs amicaux contre la Guinée (défaite 2-1) et le Sénégal (victoire 1-0).

COUPE D'ALGÉRIE (1/4 DE FINALE - ALLER) : PAC - ASMO délocalisé au stade de Dar El- Beïda (FAF)

Le match Paradou AC-ASM Oran, comptant pour les quarts de finale (aller) de la Coupe d'Algérie de football, prévu initialement au stade Omar-Hamadi, a été délocalisé au stade Omar Ben Rabah de Dar El-Beïda mercredi (15h00), a annoncé hier la fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

Les quarts de finale (aller) débutent ce mardi avec les deux premiers matchs au programme : US Biskra-WA Boufarik (15h00) et CABB Arreridj-ES Sétif (16h00).

Outre PAC-ASMO, la journée de mercredi verra le déroulement du dernier quart de finale entre pensionnaires des Ligues 1 et 2 : USM Bel-Abbès - Amel Boussaâda (16h00). La seconde manche des quarts de finale se jouera les 20 et 21 mars.

APS

FOOTBALL / COUPE D'ALGÉRIE (1/4 DE FINALE - ALLER) : Le CABBA et l'ESS se neutralisent 1-1

Le CA Bordj Bou Arreridj et l'ES Sétif ont fait match nul 1 à 1, (mi-temps 0-0) mardi au stade du 20-Août-1955 de Bordj Bou Arreridj en quart de finale aller de la Coupe d'Algérie de football.

Les buts de la rencontre ont été inscrits par le Malien Malick Touré (67') pour l'ESS et Youcif Yagub (90'+4) pour le CABBA. Un peu plus tôt, le WA Boufarik (Division nationale amateur) a réalisé une bonne opération en tenant en échec en déplacement l'US Biskra 1 à 1 (mi-temps : 1-0).

Les Boufarikoïses ont ouvert le score dès

la 2e minute de jeu par Ahmad Maâmeri. Les gars des "Ziban" ont dû attendre le dernier quart d'heure pour remettre les pendules à l'heure grâce à Hicham Mokhtar (75').

Après s'être permis le luxe d'éliminer tour à tour le MC Alger et le MC Oran, respectivement en 1/16 et 1/8 de finale, le WAB prend ainsi une option pour les demi-finales, en attendant de confirmer ce résultat lors de la seconde manche prévue le 20 ou 21 mars.

Les deux dernières rencontres des quarts de finale (aller) se disputeront mercredi :

Paradou AC - ASM Oran (15h00) et USM Bel-Abbès - Amel Boussaâda (16h00).

Les demi-finales retour auront lieu les 20 et 21 mars

Résultats partiels:

Mardi :

US Biskra - WA Boufarik 1-1
CA Bordj Bou Arreridj - ES Sétif 1-1

Mercredi :

Paradou AC - ASM Oran (15h00)
USM Bel-Abbès - Amel Boussaâda (16h00).

TOTTENHAM Bergwijn indisponible pour toute la saison, selon Mourinho

La formation anglaise de Tottenham déplore un nouveau blessé dans son secteur offensif: l'international néerlandais Steven Bergwijn, victime d'une entorse de la cheville samedi lors du match nul à Burnley en Super League, qui pourrait ne pas rejouer du tout cette saison, selon le coach Jose Mourinho. «Je ne m'attends pas à ce que Steven rejoue cette saison», a déclaré l'entraîneur portugais lundi soir à Leipzig, à la veille du 8e de finale retour de Ligue des champions. «Après un examen effectué par notre équipe médicale, nous pouvons confirmer que Steven Bergwijn souffre d'une sérieuse entorse à la cheville gauche», avait auparavant indiqué le club londonien dans un communiqué. «L'international néerlandais va maintenant se soumettre à un programme de rééducation», ajoutait le communiqué, sans préciser la durée de l'indisponibilité de Bergwijn. L'absence de l'attaquant de 22 ans, arrivé au mercato d'hiver et qui ne disputera pas le match de Leipzig (victoire du RB 1-0 à l'aller à Londres), s'ajoute à celles dans ce secteur de jeu de l'avant-centre international anglais Harry Kane et du Sud-coréen Son Heung-min. Finalement, de la dernière édition de la Ligue des champions, les Spurs ne sont actuellement que 8es du championnat d'Angleterre après la 29e journée.

LIGUE DES CHAMPIONS - PSG: Souffrant d'une angine, Mbappé incertain face à Dortmund

L'attaquant vedette du Paris SG (Ligue 1 française de football) Kylian Mbappé, souffrant d'une angine, a dû manquer la séance d'entraînement effectuée mardi et reste incertain pour la réception de Dortmund mercredi (21h00), dans le cadre des 1/8 de finale (retour) de la Ligue des champions d'Europe, croit savoir le journal L'Equipe.

Une absence qui jette un doute sur son état de forme pour la rencontre programmée mercredi soir à huis clos au Parc des Princes, où il est attendu pour jouer l'un des premiers rôles, et tenter de contribuer à renverser la vapeur, trois semaines après la défaite concédée lors de la première manche (2-1).

Les images de la séance diffusées par le club - en l'absence de journalistes au Camp des Loges, en raison des restrictions liées au coronavirus - ont montré Neymar et Angel Di Maria jonglant avec la balle, et le groupe effectuer des échauffements. Mais pas de Mbappé.

Le jeune champion du monde, souffrant, a déjà manqué l'entraînement de lundi. Reste à savoir s'il pourra tenir sa place face à Borussia, et avec quelles jambes.

Son absence serait préjudiciable pour le PSG, qui a retrouvé un joueur performant depuis la défaite de l'aller en Allemagne (2-1).

Sur les trois derniers matches, il a inscrit six buts, dont un triplé à Lyon (5-1) mercredi dernier. En cas de forfait, l'Espagnol Pablo Sarabia pourrait le suppléer dans le onze de Thomas Tuchel.

En revanche, le défenseur central brésilien Thiago Silva, victime d'une lésion à une cuisse le 23 février, s'est bien entraîné mardi. Il pourrait faire son retour face à Dortmund.

CORONAVIRUS: Les deux prochaines journées du championnat d'Espagne à huis clos

Les 28e et 29e journées du championnat d'Espagne de football seront disputées à huis clos, sans public ni journalistes, en raison des craintes liées à l'épidémie de nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé hier La Liga, suivant les recommandations du Conseil supérieur des sports espagnol.

«Comme nous en a informé le Conseil supérieur des sports (CSD), les matches de La Liga Santander (1re division) et La Liga Smartbank (2e division) seront disputés à huis clos, à partir d'aujourd'hui et durant au moins les deux prochaines semaines», a déclaré l'organisateur du championnat dans un communiqué diffusé mardi.

La décision a été prise après le conseil des ministres et une «réunion interministérielle pour la coordination de la réponse contre le coronavirus», ce mardi midi, et a été communiquée à La Liga, l'organe gestionnaire du football professionnel en Espagne, qui l'a ensuite transmise aux clubs.

Les 32e et 33e journées de deuxième division seront elles aussi disputées sans public, a précisé La Liga.

Le Real Madrid sera l'équipe la plus affectée par cette mesure, car il devait jouer ses deux prochaines rencontres de championnat devant son public, dans son stade de Santiago-Bernabeu,



contre Eibar (vendredi) et contre le Valence CF (le samedi 21 mars).

Le derby andalou entre le Séville FC et le Betis Séville, prévu dimanche, sera lui aussi joué sans public ni journalistes.

«La Liga restera en contact permanent avec le ministère

de la Santé et le CSD pour répondre à ses recommandations et/ou à ses décisions, en mettant au premier plan la santé des supporters, des joueurs, des employés des clubs, des journalistes, etc., face à la crise sanitaire du Covid-19», a précisé la ligue espagnole mardi. «Depuis plu-

sieurs semaines, La Liga travaille pour trouver des alternatives, en coordination avec l'UEFA pour, dans le cas où les autorités sanitaires décrèteraient la suspension d'un match, disposer d'un plan pour disputer les rencontres à des dates établies», a-t-elle ajouté.

ALLEMAGNE : Heiko Herrlich nouvel entraîneur d'Augsbourg

L'ex-attaquant international allemand du Borussia Dortmund, Heiko Herrlich a été nommé hier nouvel entraîneur du FC Augsburg, en remplacement du Suisse Martin Schmidt, limogé la veille pour mauvais résultats.

Le technicien de 48 ans a signé un contrat jusqu'en 2022, a annoncé son

nouveau club qui n'a récolté que quatre points en huit matches depuis la reprise de la compétition en janvier, soit une victoire et un nul.

Une situation qui s'est répercutée négativement sur le classement d'Augsbourg qui a glissé de la 10e à la 14e place en Bundesliga, avec cinq points d'avance

sur Düsseldorf, actuel 16e et barragiste virtuel.

Herrlich avait effectué l'essentiel de sa carrière de joueur à Dortmund, entre 1995 et 2004, avant de se reconvertir en entraîneur, et de diriger certains clubs huppés de Bundesliga, notamment le Bayer Leverkusen, entre 2017 et 2018.

QUALIFICATIONS CAN-2021 - CORONAVIRUS : Le Kenya demande le report des matches face aux Comores

La Fédération kényane de football (FKF) a saisi la Confédération africaine (CAF) pour le report de ses deux matches face aux Comores, les 25 et 29 mars dans le cadre des 3e et 4e journées des qualifications de la CAN-2021, en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (COVID-19), rapportait hier la presse locale.

«Nous avons écrit à la CAF pour demander que le prochain match des qualifications contre les Comores soit reporté à une date ultérieure en raison du coronavirus.

Nous agissons conformément à la directive du gouvernement qui a interdit tout rassemblement impliquant plus de 15 personnes.

Nous ne voulons pas prendre de risques, surtout que la plupart des joueurs de l'équipe des Comores jouent en France et que c'est l'un des pays les plus durement touchés par le virus», a indiqué le président de la FKF, Nick Mwendwa.

Les Comores occupent la tête du classement du groupe G avec 4 points, devançant de

deux unités le Kenya et l'Egypte qui se partagent la deuxième place avec 2 pts chacun. Le Togo ferme la marche avec un seul point.

«Nous sommes plus de 45 millions de personnes et ce serait une erreur que le premier cas de coronavirus soit détecté au Kenya à cause du football.

Nous espérons que la CAF écoutera notre demande et annulera le match, mais si elle ne le fait pas, nous attendons que le gouvernement nous donne la marche à sui-

vre», a ajouté le dirigeant kényan. Le Kenya a décidé d'interdire pour une période de 30 jours, à compter du 6 mars, toutes les manifestations ou conférences à caractère international dans le cadre des efforts visant à contenir le coronavirus.

Aucun cas positif n'a été enregistré pour le moment dans ce pays situé dans la Corne de l'Afrique et qui a suspendu les vols en provenance des pays les plus touchés, notamment la Chine et l'Italie.

LIGUE DES CHAMPIONS: Le match FC Barcelone - Naples se jouera à huis clos

Le huitième de finale retour de la Ligue des champions européenne de football, entre les Espagnols du FC Barcelone et les Italiens de Naples, se jouera à huis clos, le mercredi 18 mars en raison de la propagation du coronavirus, ont annoncé hier les deux clubs.

«Le match de Ligue des champions, prévu le mercredi 18 mars au Camp Nou, entre le FC Barcelone et Naples, se jouera à huis clos», a indiqué la di-

rection du Barça sur son compte Twitter, juste après s'être réunie avec les autorités sanitaires de Catalogne.

Il s'agit du troisième match de Ligue des champions à être programmé sans public, après Valence - Atalanta mardi et Paris SG - Borussia Dortmund mercredi du même tour.

Le match d'Europa League entre le FC Séville et la Roma se jouera également à huis clos, jeudi.

L'Espagne a dépassé lundi le cap des

1000 cas du nouveau coronavirus et le nombre de morts a bondi de 16 à 28, selon le ministère de la Santé qui a annoncé la fermeture des écoles et universités à Madrid.

Le bilan a ainsi quasiment doublé au cours de 24 heures: l'Espagne comptait 589 cas et 16 morts dimanche.

Les autorités ont désigné comme principaux foyers de contagion Madrid et deux villes du Pays basque (nord du pays), dont Vitoria, la capitale régionale.

Keita Baldé évoque son avenir

Prêté à l'Inter Milan la saison passée, l'attaquant Keita Baldé (25 ans, 21 apparitions et 4 buts en L1 cette saison) est revenu à l'AS Monaco l'été dernier. L'ancien joueur de la Lazio Rome avoue se sentir très bien sur le Rocher et n'envisage pas de partir, pour le moment. "J'ai changé, poursuit-il. Je suis bien à Monaco. (...) Si tu me demandes où je veux aller demain, je ne saurais même pas répondre. Je vis sans penser au lendemain. Je n'avais même pas fait attention que le mercato d'hiver était passé." Keita Baldé est sous contrat avec l'ASM jusqu'en juin 2022.



Kane dans le viseur des Red Devils

Tout juste de retour de blessure, Harry Kane est particulièrement attendu par les Spurs. Manchester United se prépare au grand assaut l'été prochain. José Mourinho est prévenu. Mais le technicien portugais le sait déjà, Harry Kane risque d'être très courtisé l'été prochain. L'attaquant international anglais fait figure de garantie en termes de buts en Premier League (11 buts en PL malgré une très longue absence) et personne ne s'y trompe. Souvent annoncé partant ces dernières saisons, il est toujours resté fidèle à Tottenham.

Mais cette fois, les Spurs peuvent s'attendre à une attaque en bonne et due forme en provenance de Manchester United. Selon l'Evening Standard, Ed Woodward, le grand patron des Red Devils, aurait la ferme intention de tout faire pour recruter Kane. Cela fait un moment que Man U souhaite recruter un attaquant de tout premier ordre, le dernier en date qu'ils ont manqué n'est autre que Erling Braut Haaland parti au Borussia Dortmund.

La lutte s'annonce cependant particulièrement intense car Tottenham et son redoutable Daniel Levy n'ont pas l'intention de le laisser filer. José Mourinho non plus d'ailleurs qui ne sait que trop combien Kane est important dans son effectif.

Vardy ouvre la porte à un retour en sélection

Retraité international après la coupe du monde 2018, l'attaquant anglais s'est dit disponible pour l'Euro 2020 (12 juin-12 juillet) avec les Three Lions.

Double buteur pour la réception d'Aston Villa (4-0), lundi soir, Jamie Vardy (33 ans, 21 apparitions et 4 buts en L1 cette saison) a refusé d'exclure un retour avec l'Angleterre, alors que le meilleur buteur de la Premier League (19 réalisations en 26 matches) a pris sa retraite internationale après le dernier Mondial en Russie en 2018. Marcus Rashford (dos) et Harry Kane (blessure musculaire) actuellement sur le flanc, Gareth Southgate, sélectionneur des Three Lions, pourrait se laisser tenter par un rappel du buteur de Leicester : « Qui sait ? Gareth et moi avons convenu que la porte serait toujours ouverte pour une raison quelconque. Nous nous assurons pour en discuter [si nécessaire] », a-t-il réagi chez nos confrères de Sky, après une question sur la possibilité de le voir participer à l'Euro 2020 (12 juin-12 juillet).

« J'ai eu des congés supplémentaires pendant les pauses internationales, j'ai donc pu me déconnecter complètement du football et c'est toujours bénéfique » Southgate a déclaré la semaine dernière que Kane, qui a retrouvé l'entraînement lundi, et Rashford étaient sur la bonne voie dans leur récupération. Mais l'idée de revoir Vardy avec son pays n'en est qu'au stade embryonnaire : « Nous n'avons pas encore eu de conversation ou quoi que ce soit et rien n'a été dit avec Gareth Southgate », a ajouté la flèche des Foxes. L'attaquant (26 sélections, 7 buts) a toutefois admis que le fait d'être absent des derniers rassemblements l'avait aidé : « Je ne vais pas mentir. J'ai eu des congés supplémentaires pendant les pauses internationales, j'ai donc pu me déconnecter complètement du football et c'est toujours bénéfique. » Du repos qui permet à Vardy de faire resplendir Leicester, bien calé dans le trio de tête de la Premier League derrière Liverpool et Manchester City.

Marcelo incertain face à Man City

Titulaire lors du huitième de finale aller de Ligue des Champions face à Manchester City, le latéral gauche du Real Madrid, Marcelo ne devrait pas voir l'Etihad Stadium dans une semaine pour le match retour puisque le joueur souffre d'une blessure à la cuisse droite, contractée ce week-end face au Bétis Séville. Une lésion musculaire qui l'a obligé à quitter ses coéquipiers à l'heure de jeu et qui devrait le priver de plusieurs semaines de compétition. Souvent blessé cette saison, le latéral gauche devrait donc être forfait pour cette partie décisive, après la défaite des merengues à l'aller deux buts à un.



Lingard poussé vers la sortie ?

De moins en moins utilisé par Ole Gunnar Solskjaer, Jesse Lingard (27 ans, 21 apparitions en Premier League cette saison) a-t-il encore un avenir à Manchester United ? Rien n'est moins sûr. L'attaquant manucien a perdu la confiance de son entraîneur et Goal annonce que ses dirigeants chercheront à s'en séparer l'été prochain.

Alors que MU cible Jadon Sancho (Dortmund), Jack Grealish (Aston Villa) et James Maddison (Leicester) pour renforcer son secteur offensif lors du prochain mercato, Lingard pourrait donc être vendu pour faire de la place dans l'effectif et faire entrer de l'argent dans les caisses du club.

Principalement utilisé en coupes ces derniers mois, Lingard n'a joué que 81 minutes en championnat depuis le début de l'année 2020.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Abdelmajid CHERBAL

Directeur de la rédaction
Abdelmajid TAREB

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-MAURITANIE

Le Président Tebboune dépêche le ministre des AE à Nouakchott porteur d'un message

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a dépêché hier le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, à Nouakchott, porteur d'un message au président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Chikh El Ghazouani, indique un communiqué de la présidence de la République.

ALGÉRIE/NICARAGUA

Le Président Tebboune reçoit un message de son homologue nicaraguayen

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi le ministre nicaraguayen des Relations extérieures, Denis Moncada Colindres, Envoyé spécial du président du Nicaragua, Daniel Ortega, indique un communiqué de la Présidence de la République. Lors de cette audience, le Président de la République a reçu un message de son homologue nicaraguayen portant sur le renforcement de la solidarité et de la coopération bilatérale dans tous les domaines. Le Président Ortega a félicité, dans son message, le Président Tebboune pour son élection à la magistrature suprême et l'a invité à visiter le Nicaragua dès qu'il en aura l'occasion. De son côté, le président de la République a remis à l'Envoyé spécial une invitation à son homologue pour effectuer une visite en Algérie et lui a demandé de l'assurer de son souci de préserver les relations séculaires de plus de 50 ans entre les deux pays qui se sont illustrées dans la défense de la liberté, de la dignité et de la souveraineté des peuples, conclut le communiqué.

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune nomme le Général-major Athamnia Commandant des forces terrestres et le Général-major Henbli commandant de la 5^e RM

Le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé le Général-major Athamnia Amar, Commandant des forces terrestres et le Général-major Henbli Noureddine, Commandant de la 5^e Région militaire, a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République.

"Le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a procédé, mardi, conformément à la Constitution notamment en ses articles 91 et 92 et en vertu des dispositions des deux dé-

crets présidentiels du 07 mars 2020, à la nomination du Général-major Athamnia Amar, Commandant des forces terrestres et le Général-major Henbli Noureddine, Commandant de la 5^e Région militaire", précise le communiqué.



ALGÉRIE-GRANDE-BRETAGNE

L'Algérie et le Grande Bretagne s'engagent pour une coopération "plus large et approfondie"

L'Algérie et la Grande Bretagne s'engagent à établir une coopération "plus large, approfondie et plus diversifiée", a indiqué lundi à Alger, le ministre d'Etat britannique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, James Cleverly. "L'Algérie et la Grande Bretagne s'engagent à établir une coopération plus large, approfondie et plus diversifiée", a indiqué M. Cleverly dans une déclaration à la presse, en marge de ses entretiens

avec le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum. Les deux parties ont évoqué les possibilités d'investissement commun et les efforts pour accroître les échanges culturels, a ajouté M. Cleverly, exprimant sa "satisfaction" quant à sa co-signature d'un mémorandum d'entente portant sur la création d'une école d'enseignement de l'anglais en Algérie. Cette initiative servira à élargir l'implantation d'autres écoles britan-

niques en Algérie, a indiqué le ministre britannique, précisant que celles-ci vont renforcer notamment les échanges entre les deux pays. La 9^{ème} session du Dialogue stratégique algéro-britannique qui s'est tenue dans la matinée, a été marquée par la signature de deux mémorandums d'entente portant sur la coopération dans le domaine de l'environnement et l'enseignement de la langue anglaise en Algérie.

CORONAVIRUS-PRÉVENTION

M. Tebboune appelle les services de la Sûreté à davantage de vigilance et de coordination afin de faire face au Coronavirus

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a adressé un message au Directeur général de la Sûreté nationale, dans lequel il a transmis les remerciements et les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à tous les cadres et agents de la Sûreté nationale pour leurs efforts consentis visant à faire face à la pandémie du Coronavirus depuis son apparition. M. Beldjoud a précisé avoir été chargé par le président de la République, lors du dernier Conseil des ministres, de transmettre "ses remerciements et ses félicitations à tous les cadres et agents de la Sûreté nationale pour leurs efforts déployés en vue de faire face au Coronavirus depuis son apparition, et ce dans les quatre coins du pays (aéroports, ports et frontières terrestres)".

Et d'ajouter que "ces

efforts ont permis, jusqu'à ce jour, de contenir et maîtriser la situation, et de prendre, en parallèle, les mesures nécessaires et de mobiliser les moyens, dans le souci de garantir la sécurité des citoyens". "Le Président Tebboune a par ailleurs présenté ses encouragements aux cadres et agents de la Sûreté nationale, les appelant à "plus de vigilance et de mobilisation afin de faire face à cette pandémie, à davantage de coordination avec les différents services et d'action de proximité avec les citoyens, en s'engageant pleinement dans leurs missions régulières à dimension humaine qui ne s'écarte pas de leurs qualités morales et de leur formation au sein du corps de la Sûreté nationale", relevant "l'impératif d'œuvrer de concert pour la consécration de ces missions avec vigilance et détermination, dans le cadre de la nouvelle République", lit-on dans ce message.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR : "Des parties extérieures soutiennent des éléments connus qui œuvrent à détruire le pays"

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a affirmé hier dans la daïra d'Ourlal (28 km à l'Ouest de la wilaya de Biskra) que des parties extérieures soutiennent des éléments connus qui œuvrent à la destruction du pays. "Ces parties étrangères soutiennent des éléments connus aux intentions claires et œuvrent par leur biais à détruire le pays, le faire retourner aux années précédentes et le plonger dans des problèmes", a indiqué le ministre lors de l'inauguration du siège de la sûreté de la daïra d'Ourlal. Kamel Beldjoud a également ajouté qu' " (...) il existe encore des éléments qui veulent détruire ce à quoi est parvenu le Hirk populaire et sortent le mardi et vendredi avec les manifestants œuvrant pour l'escalade", tout en soulignant que l'Algérie est entrée dans l'ère de la nouvelle République dans laquelle le président de la République Abdelmadjid Tebboune s'est engagé à concrétiser toutes les revendications du Hirk. M. Beldjoud a salué le professionnalisme des éléments de la police dans leur accompagnement du Hirk depuis plus d'une année, invitant le peuple algérien à faire montre de vigilance. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire poursuivra sa visite dans la wilaya de Biskra en se rendant à la commune d'Oumchech où il donnera le coup d'envoi de la réalisation d'un chemin communal, avant d'inaugurer le siège de la sûreté de daïra de M'chouneche, puis une unité principale de la protection civile au chef-lieu de wilaya.

ATTAQUE TERRORISTE AU BURKINAFASO

L'Algérie condamne "avec force" les attaques ayant ciblé le Nord du Burkina Faso

L'Algérie a condamné "avec force" les attaques "abjectes" qui ont ciblé, dimanche dernier, les habitants des localités de Dingouila et Barga dans le Nord du Burkina Faso, faisant plusieurs victimes parmi les civils.

"Nous condamnons avec force les attaques abjectes qui ont ciblé, dimanche 8 mars 2020, les habitants des localités de Dingouila et Barga dans le Nord du Burkina Faso, faisant plusieurs victimes parmi des innocents civils", a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères dans une déclaration à l'APS.

"Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes de ces actes ignobles et nous assurons de notre entière solidarité

le gouvernement et le peuple frère du Burkina Faso face à cet acharnement indigne", ajoute la même source. M. Benali Cherif a souligné que "les agressions récurrentes dont font l'objet les populations isolées et sans défense au Burkina Faso prouvent encore une fois l'impasse dans laquelle se trouvent ces groupes sanguinaires qui, quelles que soient leurs motivations, cherchent à travers cette violence inouïe, à s'assurer une visibilité en attendant à des vies humaines innocentes et en imposant la peur et le désarroi". "Nous demeurons convaincus que la détermination et l'unité du peuple du Burkina lui permettront de transcender ces épreuves.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LE BANDITISME

Destruction de 3 bombes artisanales à Tizi Ouzou et arrestation de 25 individus à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar

Trois (3) bombes artisanales ont été détruites lundi à Tizi-Ouzou, tandis que 25 individus ont été arrêtés à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar et des objets divers destinés à la contrebande saisis à In amenas, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement

de l'Armée Nationale Populaire a détruit, le 09 mars 2020, dans la localité d'Oued Aguerourg, commune de Draâ El Mizane, wilaya de Tizi-Ouzou/1 Région Militaire, trois (03) bombes de confection artisanale", précise le MDN.

"Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a saisi un (01) pistolet mitrail-

leur de type kalachnikov, deux (02) chargeurs garnis de trente (30) balles, dissimulés à bord d'un véhicule tout-terrain et ce, lors d'une patrouille de reconnaissance menée près de la bande frontalière à In amenas en 4 Région Militaire", a ajouté le communiqué. "Des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont arrêté, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar/6 Région Militaire, vingt-cinq

(25) individus et saisi trois (03) détecteurs de métaux, deux (02) groupes électrogènes, un (01) marteau piqueur, ainsi qu'un (01) véhicule tout-terrain et mille (1000) litres de carburant destinés à la contrebande", a indiqué, par ailleurs, le MDN, ajoutant que "quinze (15) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen/2 Région Militaire".